

Comment lutter contre le chômage ?

Dossiers

1 Comment mesurer le chômage et le sous-emploi ?

- A. Les mesures du chômage 94
B. Comprendre le sous-emploi 96

2 Quels sont les différents facteurs explicatifs du chômage ?

- A. L'effet des fluctuations de l'activité sur le niveau du chômage 98
B. Les effets du coût du travail sur le niveau du chômage 100
C. Des institutions inégalement favorables à l'emploi 102
D. Les effets d'une inadéquation entre l'offre et la demande de travail sur le chômage 104
E. L'insuffisant accès à l'information pour expliquer le chômage 106

3 Comment les différentes politiques de l'emploi répondent-elles aux différents types de chômage ?

- A. Le rôle de l'État pour limiter le chômage conjoncturel et classique 108
B. Les politiques incitant à la reprise d'emploi des chômeurs 110
C. Les leviers de l'État pour améliorer le fonctionnement du marché du travail 112
ZOOM SUR... La flexisécurité à la française 114

Activités

1. Les politiques de formation : y a-t-il une solution miracle ? 116
2. Peut-il y avoir « zéro chômeur » ? 117

Synthèse

Mobiliser ses connaissances

Tout pour réviser

Objectif bac

À l'issue de ce chapitre, vous saurez

- Définir le chômage et le sous-emploi.
- Que les problèmes d'appariement et les asymétries d'information sont sources de chômage structurel.
- Que les institutions (salaire minimum et règles de protection de l'emploi) peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur le chômage structurel.
- Que les fluctuations de l'activité économique expliquent le chômage conjoncturel.
- Quelles sont les principales politiques de lutte contre le chômage.

DURCISSEMENT DU CONTRÔLE DES CHÔMEURS



Vrai ou faux ?

→ Contrôler les chômeurs est un moyen de lutter contre le chômage.

→ **Donnez la ou les bonne(s) réponse(s) :**

1 La qualification des actifs :

- a. détermine la productivité du travailleur et son niveau de salaire.
- b. s'acquiert toujours par la formation initiale.
- c. permet d'accumuler du capital humain.

2 Une asymétrie d'information :

- a. signifie qu'un acteur du marché (offreur ou demandeur) détient une information qu'un autre acteur n'a pas.
- b. ne peut être combattue par l'intervention de l'État.
- c. peut prendre la forme de l'aléa moral ou de la sélection adverse.

3 La politique budgétaire :

- a. permet d'agir sur le taux d'intérêt pour stimuler l'activité.
- b. peut créer un effet de relance sur l'activité si la dépense publique augmente.
- c. peut créer un déficit public si les dépenses publiques sont supérieures aux recettes.

4 Le chômage :

- a. est un risque social pris en charge par l'État social.
- b. est financé par la protection sociale selon une logique d'assistance.
- c. donne droit à des indemnités chômage.

Comparer pour comprendre

→ **Quelles causes du chômage sont évoquées ici ?**



Une vidéo pour comprendre

→ **Pourquoi la notion de qualité de l'emploi doit-elle se substituer à celles de plein-emploi puis de taux d'emploi ?**



Le plein-emploi, Bernard Gazier, économiste français, spécialiste des politiques de l'emploi.

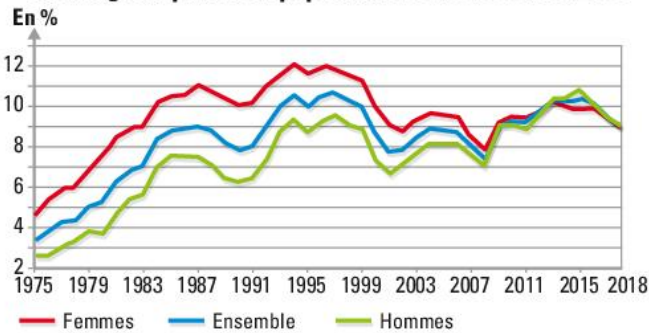
A Les mesures du chômage

1 Réagir

Rappelez ce que mesure le taux de chômage.

Quels sont les principaux constats qui ressortent de ce graphique ?

Chômage en part de la population active de 1975 à 2018



Champ : France (hors Mayotte) ; population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Insee Références, *Emploi, chômage, revenus du travail*, 2019.



2 Qui est en emploi ? Qui est au chômage ?

Activité, chômage et emploi selon certaines catégories

		Taux d'activité (en %)		Taux d'emploi (en %)		Taux de chômage (en %)	
		1990	2018	1990	2018	1990	2018
Ensemble		66,8	71,9	61,4	65,4	7,9	9,1
Par sexe	Hommes	75,6	75,8	70,8	68,9	6,3	9
	Femmes	58	68,2	52,2	61,9	10,1	9,1
Par âge	15-24 ans	43,4	37,7	36,6	29,9	15,6	20,8
	25-49 ans	85,6	88	79,6	80,5	7	8,5
	50-64 ans	47,2	66,5	44,6	62,1	5,1	6,4
Par diplôme	Supérieur à bac +2			76	73,3	3,7	5,3
	Bac			57,6	55,8	5,5	9,6
	CAP, BEP			74,1	55,8	7,7	9,8
	Aucun diplôme			37,1	24,5	11,1	16,9



Le taux d'emploi des seniors atteint 52,2 % pour les 55-64 ans du fait du recul de l'âge légal de la retraite. Par ailleurs, les dispositifs de cessation anticipée d'activité mis en place dans les années 1980 ont été fortement restreints.

Insee, Enquête emploi, 2019.

1 Calculer. Quel est le taux d'emploi des femmes en 2018 ? Calculez son évolution depuis 1990. ➔ **Ficheméthode 5**

2 Décrire. Quelles sont les catégories de la population les plus exposées au chômage ?

3 Interpréter. Comment peut-on expliquer selon vous l'évolution des taux d'activité par âge depuis 1990 ?

À savoir

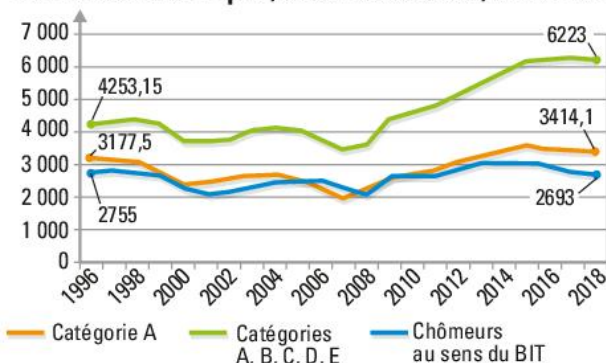
Le **taux d'activité** correspond à la part de la population active (en emploi ou au chômage) dans la population totale en âge de travailler (15-64 ans), le **taux de chômage** est la part des chômeurs dans la population active et le **taux d'emploi** est la part des actifs occupés dans la population totale en âge de travailler.

L'INSEE mesure le chômage au sens du **Bureau international du travail (BIT)** : sont comptabilisées les personnes de 15 ans ou plus, n'ayant pas eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence, disponibles pour occuper un emploi dans les 15 jours et qui ont recherché activement un emploi dans le mois précédent.

3 Les différentes définitions du chômage

DOC FONDAMENTAL

Chômage au sens du BIT et demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi, entre 1996 et 2018, en milliers



Insee, Enquêtes Emploi et DARES, 2019.

- Calculer.** Quelle est l'évolution du nombre de chômeurs au sens du BIT de la catégorie A du Pôle Emploi et des catégories A, B, C, D et E entre 1996 et 2018 ?
- Décrire.** Comment a évolué l'écart entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi depuis 2008 ?
- Analyser.** Quelle est la catégorie de demandeurs d'emploi recensée par le Pôle Emploi la plus proche de la définition du BIT ? Pourquoi ?

Catégorie de Pôle Emploi	Demandeurs d'emplois concernés
Catégorie A	Personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi.
Catégorie B	Personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Catégorie C	Personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Catégorie D	Personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en stage, formation, en maladie, etc.).
Catégorie E	Personne pourvue d'un emploi, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Application

Dans quelle catégorie se classent les

profils suivants ? a. Léa, en recherche d'emploi, vient d'accepter une formation de chauffeuse de bus. b. Sofia est inscrite au Pôle Emploi. En attendant un emploi à temps plein, elle a accepté de travailler 10 h par semaine dans un restaurant. c. Lucas, sans emploi et disponible, consulte régulièrement les annonces publiées par Pôle Emploi.

4 La difficulté à mesurer le chômage

VIDÉO

Comment mesure-t-on le chômage ? Dessine-moi l'éco.

L'Insee a approfondi les raisons qui expliquent l'écart entre les deux principales mesures du chômage : inscrits en catégorie A du Pôle Emploi d'un côté, enquête emploi de l'autre. De 2013 à 2019, il est passé de 0,35 million à [...] 1 million de personnes. Pour mieux comprendre pourquoi, l'Insee a [...] identifié 2,7 millions de personnes inscrites en catégorie A ayant été sondées par l'enquête emploi cette année-là [...]. 9 % d'entre elles ont été considérées en emploi par l'Insee parce qu'elles ont travaillé au moins une heure dans la semaine de référence du sondage [soit 200 000 personnes].

L'Insee explique que ces 200 000 personnes relèvent de situations très particulières pour lesquelles le décompte des heures travaillées est difficile à effectuer : conjoint collaborateur, personne en cours de création d'entreprises, en temps partiel ou en congé non rémunéré, artistes, ou encore intérimaires [...]. L'étude a par ailleurs identifié un demi-million d'inscrits en catégorie A en 2017 que l'enquête emploi n'avait pas retenus comme chômeurs parce que ne répondant pas *stricto sensu* aux critères du BIT [...]. Et 400 000 autres, toujours en catégorie A mais qui, eux, ne souhaitent pas travailler, pour beaucoup des seniors : à l'approche de la retraite, ils ont des difficultés à trouver un emploi et leur motivation peut décliner [...]. Le reste tient aux jeunes [...] car ils sont beaucoup moins inscrits que leurs aînés [un tiers des chômeurs, au sens du BIT, n'apparaissent pas dans la catégorie A de Pôle Emploi].

Tiffen Clinkemaeilié, « Un écart grandissant entre les mesures du chômage », *Les Échos*, août 2019.

- Lire.** Quel est l'écart entre les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi catégorie A en 2019 ?
- Comprendre.** Expliquez la phrase soulignée.
- Analyser.** Quelles sont les différentes raisons de cet écart ? Quelles caractéristiques du marché du travail révèlent-elles ?

Faire le point

Vrai ou faux ?

- Le taux d'emploi est le nombre d'actifs occupés rapporté à la population active.
- Il y a plusieurs définitions du chômage.
- Le taux de chômage des femmes est toujours supérieur à celui des hommes.
- En 2019, il y a plus de demandeurs d'emplois de catégorie A que de chômeurs au sens du BIT.
- Un chômeur au sens du BIT est nécessairement chômeur au sens du Pôle Emploi.

VIDÉO

Mission

Vous êtes journaliste et vous cherchez à comprendre ce qui se cache derrière la faiblesse du taux de chômage américain : pourquoi le taux d'emploi est-il si faible ? Vous pouvez appuyer votre investigation sur la vidéo de LCI, « Plein-emploi aux États-Unis : les raisons du "miracle" ».

B Comprendre le sous-emploi

1 Réagir

En quoi la frontière entre emploi, inactivité et chômage apparaît-elle poreuse dans les cas décrits ci-dessous ?



Parcours de trois chômeurs inscrits à Pôle Emploi en 2015

Julien, 44 ans [...] alterne emplois de courte durée et périodes de chômage, et vit aussi en puisant dans son patrimoine personnel. Il travaille de manière continue sur des projets artistiques, dont la conception d'un spectacle de théâtre de rue. **Anne** est âgée de 48 ans et n'a aucun diplôme. Elle a occupé de multiples emplois [...] et son parcours est interrompu par une période consacrée à l'éducation de ses trois enfants. [...] Elle a [...] connu le chômage et des conditions dégradées avec le cumul de petits emplois, des horaires décalés. [...] Elle a commencé à s'investir dans la garde des jumeaux de sa fille [...]. Peu à peu, elle voit dans cette activité gratuite un possible débouché professionnel.

Robert est âgé de 39 ans, et [...] il a connu de nombreuses périodes de chômage, entrecoupées de périodes d'emplois non qualifiés. Il est au chômage depuis 16 mois, mais depuis plusieurs années, il ne trouve que des emplois temporaires, et parfois très ponctuels (quelques heures), dans la manutention surtout.

Didier Demazière, Marc Zune, « Qu'est-ce que le travail quand on n'a pas d'emploi ? », *Formation Emploi*, n°141, 2018.

2 La précarisation de l'emploi

DOC FONDAMENTAL

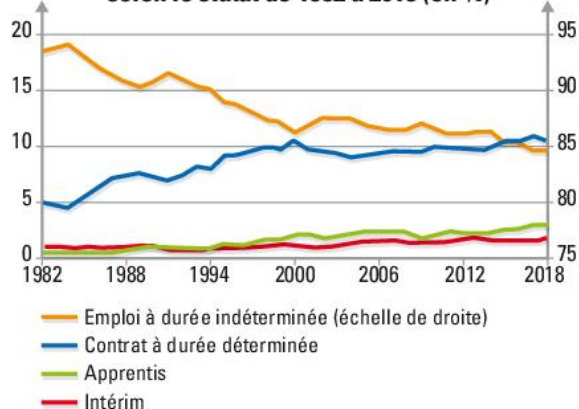
Quelles qu'en puissent être les « causes », l'ébranlement qui affecte la société au début des années 1970 se manifeste bien, en premier lieu, à travers la transformation de la problématique de l'emploi. [...] Le chômage n'est que la manifestation la plus visible d'une transformation en profondeur de la conjoncture de l'emploi. La précarisation du travail en constitue une autre caractéristique, moins spectaculaire mais sans doute plus importante encore. Le contrat de travail à durée indéterminée est en train de perdre son hégémonie. [...] Les « formes particulières d'emploi » qui se développent recouvrent une foule de situations hétérogènes, contrat de travail à durée déterminée (CDD), intérim, travail à temps partiel et différentes formes d'« emplois aidés », c'est-à-dire soutenus par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre le chômage. [...] Plus des deux tiers des embauches annuelles se font selon ces formes dites aussi « atypiques ». [...] Mettre l'accent sur cette précarisation du travail permet de comprendre les processus qui alimentent la vulnérabilité sociale et produisent, en fin de parcours, du chômage et de la désaffiliation.

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

À savoir

Les **emplois précaires** sont des emplois salariés, soit qui ont une durée limitée (CDD, contrats aidés), soit dont la date de fin de contrat est incertaine (intérim). Plus largement les emplois sont précaires s'ils ne dégagent pas un revenu suffisant pour vivre et ne permettent pas de se projeter dans l'avenir (temps partiel subi notamment).

Répartition de l'emploi salarié selon le statut de 1982 à 2018 (en %)



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi salarié.

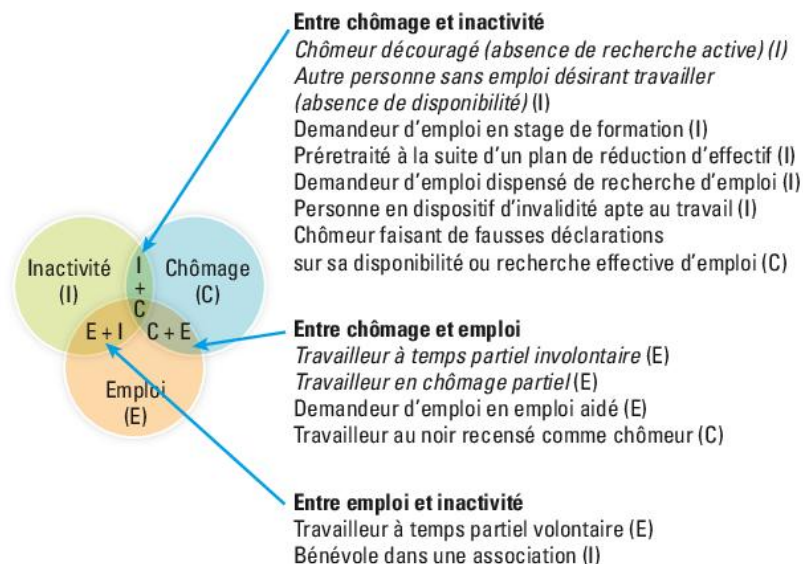
« Emploi, chômage, revenus du travail », Insee, 2019.

- Comprendre.** Quelles sont les conséquences de la fin des Trente Glorieuses sur l'emploi ? Distinguez emplois « typique », « atypique », « précaire ».
- Décrire.** À l'aide du graphique, commentez la phrase soulignée.
- Expliquer.** Quels sont les effets possibles de la précarisation de l'emploi sur les parcours individuels ? Rappelez ce qu'est la désaffiliation.

3 Le halo du chômage

DOC FONDAMENTAL

La réalité de la situation des personnes est [...] plus complexe que ne le suggère la séparation nette entre « chômeur », « actif occupé » et « inactif ». Dès les années 1980, la notion du « halo » du chômage est apparue pour désigner les situations des personnes qui n'étaient pas comptabilisées comme chômeur au sens des critères du BIT alors que, de fait, leur situation s'apparentait à celle du chômage. [...] Le « halo » du chômage au sens large résulte [...] de la multiplication des statuts à la frontière du chômage officiellement recensé.



Entre parenthèses, le statut officiel : (E) = en emploi ; (C) = chômeur ; (I) = inactif.
 En italique : catégorie faisant l'objet d'une recension systématique par l'Insee dans le halo du chômage (dans les catégories « personnes inactives désirant travailler » et « sous-emploi »).

Jérôme Gautié, *Le chômage*, La Découverte, 2015.

À savoir

Le **sous-emploi** recouvre les personnes ayant un emploi à temps partiel souhaitant travailler plus d'heures et disponibles pour le faire, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple. Il s'agit du temps partiel « subi » (le temps partiel peut aussi être choisi et même s'il rentre dans l'emploi atypique, il n'est pas nécessairement précaire).
 Le sous-emploi rentre dans le **halo du chômage au sens large**. Mais au sens de l'Insee, le halo autour du chômage est constitué d'inactifs n'étant pas au chômage **au sens strict du BIT**. Ils souhaiteraient occuper un emploi, mais ne remplissent pas les conditions de disponibilité immédiate et/ou de recherche active d'emploi.

- 1 **Décrire.** Quelles sont les catégories faisant partie, selon l'Insee, du halo du chômage ?
- 2 **Expliquer.** Pourquoi les personnes en sous-emploi au sens large sont-elles comptées dans le halo du chômage ?
- 3 **Justifier.** Pourquoi la notion de « halo du chômage » est-elle importante pour analyser le statut des individus face à l'emploi ?

4 Qui est confronté au sous-emploi ?

		Taux de sous-emploi ¹ (en %)				Halo du chômage ² (en milliers)			
		1990	2000	2007	2018	1990	2000	2007	2018
Ensemble		4	6	5,6	6	1358	1349	1262	1622
Par sexe	Hommes	2,1	3	2,5	3,5	404	436	463	696
	Femmes	6,6	9,7	9,1	8,6	954	912	799	926
Par âge :	15-24 ans	9,4	11,6	10,2	10,9	320	260	310	306
	25-49 ans	3	5,6	5,5	5,6	779	818	684	884
	50-64 ans	3,7	4,6	4,2	5,3	259	271	268	433

1. Le **taux de sous-emploi** est la part des personnes en sous-emploi parmi les actifs occupés.
 2. Au sens de l'Insee.

Enquête Emploi, Insee, 2019.

- 1 **Décrire.** Quelles sont les catégories les plus touchées par le sous-emploi ?
- 2 **Calculer.** Quel est le taux de croissance du halo du chômage entre 2007 et 2018 pour les hommes et pour les femmes ? Interprétez.
- 3 **Analyser.** Quelles ont été les conséquences de la crise de 2008 sur le sous-emploi en France ?

Faire le point

Associez les termes suivants à leur définition des termes suivants :

1. emploi atypique (ou forme particulière d'emploi) 2. halo du chômage
 3. sous-emploi.

- a. Personnes qui travaillent à temps partiel mais souhaiteraient travailler plus.
 b. Emploi qui n'est pas à temps plein, à durée indéterminée et avec un employeur unique.
 c. Situation montrant que les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir, ce qui rend le chômage difficile à mesurer.

Vers le bac

EC **Partie 3.** En quoi les mutations de l'emploi complexifient-elles la mesure du chômage ?

A L'effet des fluctuations de l'activité sur le niveau du chômage

1 Réagir

Pourquoi les crises de 1929 et de 2008 ont-elles eu un impact sur le chômage ?



Chômeurs faisant la queue pour la soupe populaire à New York en 1930. Le chômage est passé de 3,2 % en 1929 à 25,2 % en 1933



Ancien homme d'affaires à la recherche d'un emploi à New York pendant la crise de 2008. Le chômage a progressé aux États-Unis de 4,6 % en 2007 à 9,8 % en 2010.

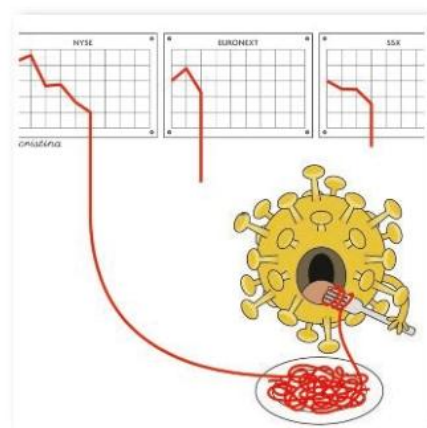
2 L'existence d'un chômage keynésien

Le but de l'épargne doit être de rendre de la main-d'œuvre disponible pour pouvoir l'employer à exécuter des travaux [...] tels que la construction de maisons, d'usines, de routes, de machines, etc. Mais s'il se trouve déjà un excédent important de main-d'œuvre disponible pour pareil emploi, alors le résultat de l'épargne est d'accroître cet excédent, et par conséquent de grossir les rangs des chômeurs. De plus, lorsqu'un homme est privé de travail, d'une façon ou d'une autre, la diminution de son pouvoir d'achat a pour effet de réduire au chômage ceux qui produisaient ce qu'il ne peut plus acheter. Et ainsi la situation s'aggrave de plus en plus, et l'on ne sort plus d'un véritable cercle vicieux. Ce que je puis dire approximativement de plus juste, c'est que chaque fois que vous économisez 5 shillings, vous privez un homme de travail pour une journée. Votre économie de 5 shillings augmente le chômage dans la proportion d'un homme, pour la durée d'un jour, et ainsi de suite. Par contre chaque fois que vous achetez de la marchandise – vous favorisez la main-d'œuvre ; il faut que ce soit de la marchandise anglaise si vous voulez favoriser la main-d'œuvre dans votre pays. Après tout, il n'y a là qu'une question de bon sens. Car si vous achetez de la marchandise, il faudra bien que quelqu'un la fabrique. Et si vous n'achetez pas de marchandises, les magasins ne videront pas leurs stocks, ils ne referont donc point de commandes, et il faudra donc que certains ouvriers soient renvoyés et privés de travail.

John Maynard Keynes, « Économies et dépenses », *Essais de persuasion*, 1931.

À savoir

La crise de 1929 conduit l'économiste anglais **John M. Keynes (1883-1946)** à rompre avec l'économie qu'il appelle « classique » et à proposer une théorie radicalement différente de la monnaie ou du chômage. Pour lui, l'économie n'est pas spontanément à l'équilibre car les marchés ne sont pas autorégulateurs et les décisions se prennent dans un univers incertain.



Dès les premières semaines de l'apparition du Covid19 en mars 2020, la crise causée par le virus a déstabilisé les marchés et comprimé la demande, provoquant un chômage keynésien.

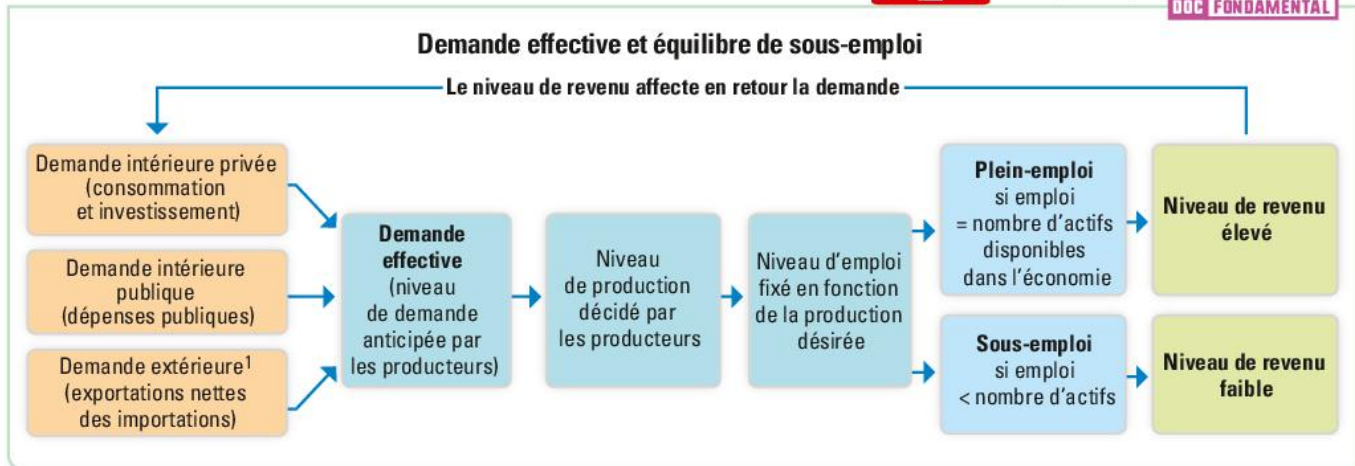
- 1 Comprendre.** Rappelez ce qu'est l'épargne des ménages et des entreprises. Quels sont ses usages possibles selon le texte et lequel est plus porteur de croissance ?
- 2 Décrire.** Par quels mécanismes l'épargne a-t-elle un impact négatif sur le niveau de chômage ?
- 3 Expliquer.** Pourquoi la consommation est essentielle au fonctionnement de l'économie ? Analysez la phrase soulignée.

3 Demande effective et équilibre de sous-emploi

VIDÉO

Le keynésianisme,
Draw my economy.

DOC FONDAMENTAL



1. Keynes raisonnait en économie fermée mais, en économie ouverte, la demande effective est composée de la demande des ménages (consommation), des entreprises et de l'État (investissement) mais aussi de la demande extérieure (exportations).

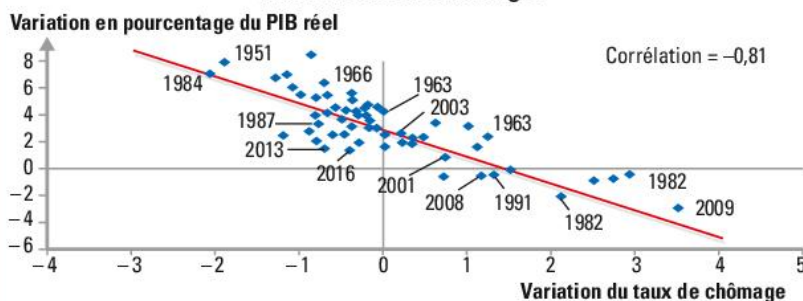
- ❶ **Définir.** Qu'est-ce que Keynes appelle la « demande effective » ?
- ❷ **Expliquer.** Étant donné le schéma suivant, comment justifier l'existence d'un équilibre de sous-emploi ?
- ❸ **Interpréter.** Quel peut être le rôle de l'État pour lutter contre le chômage keynésien ?

À savoir

Pour l'Insee, le **sous-emploi** correspond à la situation d'individus en emploi souhaitant travailler davantage. Au sens de Keynes, le sous-emploi est une situation où une partie des individus souhaitant travailler et prêts à travailler au salaire du marché ne trouvent pas d'emploi : il s'agit d'un **chômage « involontaire »**. Il parle d'« **équilibre de sous-emploi** » pour montrer que le niveau de la demande effective peut être durablement inférieur au niveau de production qui assurerait le plein emploi de la main-d'œuvre disponible.

4 Quand le chômage est corrélé à la croissance du PIB

La loi d'Okun aux États-Unis : quelle corrélation entre variation du PIB réel et du chômage ?



Quelle relation pouvons-nous attendre entre chômage et PIB réel ? Les travailleurs ayant un emploi produisent des biens et services, au contraire de ceux qui sont au chômage. Tout accroissement du chômage devrait donc induire une baisse du PIB réel. Ainsi, il y a une relation nette entre les variations de l'emploi et le taux de croissance du PIB : une forte croissance conduit à une forte hausse de l'emploi, parce que les entreprises embauchent pour produire plus. Arthur Okun, le premier économiste à énoncer et interpréter cette relation négative entre chômage et PIB, lui a donné son nom : la loi d'Okun.

Gregory Mankiw, *Macroéconomie*, De Boeck, 2019.

- ❶ **Décrire.** À l'aide du graphique, caractérisez la situation des États-Unis en 1951.
- ❷ **Lire.** Qu'est-ce que la loi d'Okun ?
- ❸ **Interpréter.** Pourquoi parle-t-on de chômage conjoncturel ?

VIDÉO

Pourquoi le taux de croissance est-il si important ? France Info.

À savoir

L'**output gap** (ou écart de production) correspond à la différence entre le **PIB observé** d'un pays et son **PIB potentiel** une année donnée. Lorsque la conjoncture économique est dégradée (par exemple, en cas de consommation trop faible des ménages), le PIB observé est plus faible que le PIB potentiel : on parle alors d'**output gap négatif**. Les facteurs de production ne sont pas en plein emploi et il se crée du **chômage conjoncturel**.

Faire le point

Retrouvez la définition des termes suivants : a. demande effective b. équilibre de sous-emploi c. écart de production d. loi d'Okun e. chômage conjoncturel.

Vers le bac

EC **Partie 1.** Pourquoi le chômage est involontaire selon Keynes ?

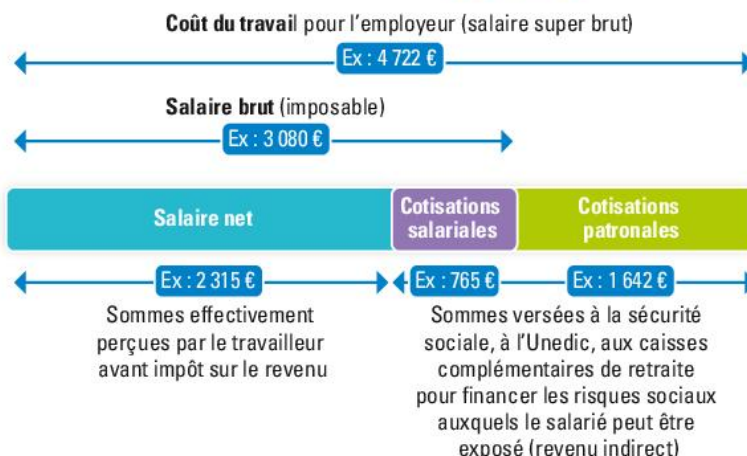
B Les effets du coût du travail sur le niveau du chômage

1 Réagir

Quels effets de la hausse des salaires et notamment du Smic apparaissent ici ? Le coût du travail se résume-t-il au salaire ?



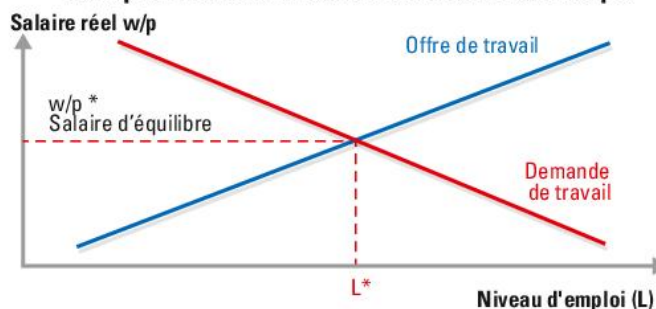
Le bulletin de salaire, Dessine-moi l'éco.



2 Le marché du travail, un marché comme les autres

DOC FONDAMENTAL

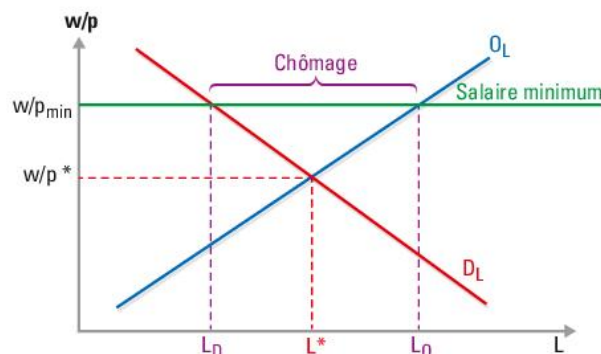
La représentation du marché du travail néoclassique



La **demande de travail** émane des entreprises (il s'agit de l'offre d'emploi). Elle est une **fonction décroissante du salaire réel** et dépend de la productivité marginale du travail : l'entreprise n'embauche un travailleur supplémentaire que s'il produit plus qu'il ne coûte.

L'**offre de travail** émane des travailleurs (il s'agit de la demande d'emploi). Plus le salaire réel est élevé, plus il compense la préférence pour le loisir des agents économiques. L'**offre de travail** est une **fonction croissante du salaire réel**. À l'équilibre, le salaire (w/p^*) permet d'occuper tous les travailleurs. Le chômage ne peut alors qu'être **volontaire**.

Effet de l'existence d'un salaire minimum sur le marché du travail néoclassique



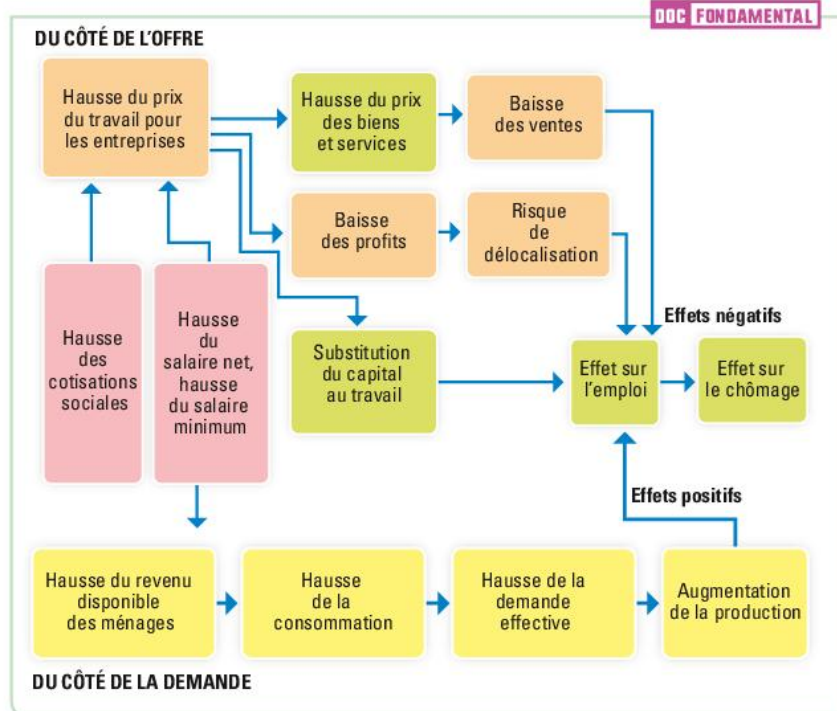
La hausse du salaire minimum est défavorable à l'embauche de travailleurs peu productifs car les entreprises n'embauchent pas de salariés dont la **productivité marginale** est inférieure au salaire minimum.

- Expliquer.** Pourquoi l'offre de travail est-elle une fonction croissante du salaire ? Pourquoi la demande est-elle une fonction décroissante du salaire ?
- Analyser.** Dans ce modèle, pourquoi la productivité marginale du travail est-elle importante pour déterminer le niveau d'emploi ? Que se passe-t-il si le coût du travail est plus élevé que le salaire d'équilibre ?
- Comprendre.** Quelles sont les différentes causes du chômage pour les auteurs néoclassiques ?

À savoir

Alfred Marshall (1842-1924) est un économiste britannique fondateur et principal théoricien de l'école néoclassique. Il estime qu'il existe deux catégories de chômage : un **chômage transitoire** (dit aujourd'hui **frictionnel**) lié au temps nécessaire à un chômeur pour se renseigner sur les emplois disponibles et un **chômage volontaire** qui frappe des « personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas travailler ». Son élève **Arthur Cecil Pigou**, montre que si les salaires sont déterminés par le « libre-jeu du marché et de la concurrence [...] le chômage ne pourrait exister ».

3 Les effets de la hausse des salaires : approche par l'offre ou par la demande



VIDÉO

Whirlpool : coût du travail et délocalisation, France Info.



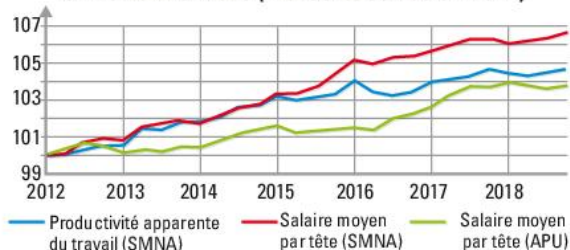
- Comprendre.** Décrivez à l'aide des analyses de Keynes, l'impact d'une hausse des salaires sur le niveau de l'emploi.
- Décrire.** Quels sont les trois effets principaux de la hausse du coût du travail sur l'entreprise ?
- Déduire.** Quelles sont les conséquences possibles d'une baisse du profit des entreprises sur l'investissement ? Avec quels effets à court et moyen terme ?

4 Chômage « classique » et fin des Trente Glorieuses

Selon l'approche classique, les chocs des années 1970 ont détérioré les conditions de l'offre de biens et services par les entreprises en renchérissant le coût des facteurs de production. Parmi ces chocs d'offre négatifs, on évoque les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. La montée du prix de l'énergie, en diminuant le potentiel de production des économies, aurait eu des effets négatifs sur l'emploi. [...] On évoque enfin l'essoufflement du rythme du progrès technique qui a été maintenu depuis l'après-guerre dans un contexte d'avance technologique américaine et de rattrapage européen et japonais. Moins d'innovations dans la production limite la croissance et l'emploi. Tous ces chocs d'offre négatifs ont des conséquences identiques. Sur un marché particulier, ils diminuent l'activité et augmentent les prix. [...] Dans le cas de la France, des facteurs spécifiques ont pu s'ajouter aux causes communes à tous les pays. La forte hausse du Smic à partir de 1970, qui rattrapait le retard accumulé depuis 1950 par le Smig sur les salaires moyens, a renchéri au plus mauvais moment le coût du travail, nourrissant l'inflation et la dégradation des conditions de l'offre.

Dominique Foray et al., *Croissance, emploi et développement*, La Découverte, 2019.

Salaires réels et productivité apparente du travail entre 2012 et 2018 (indice base 100 en 2012)



Champ : France, entreprises de 10 salariés ou plus, du secteur marchand non agricole (SMNA) et des administrations publiques (APU).

« Emploi, chômage, revenus du travail », Insee, 2019.

Faire le point

Vrai ou faux ?

- a. L'offre de travail émane des entreprises. b. Une hausse des salaires peut conduire à du chômage. c. Les entreprises comparent le salaire et la productivité avant d'embaucher un travailleur. d. La rencontre entre offre et demande de travail aboutit à un équilibre. e. Le chômage classique découle d'un coût du travail trop élevé.

Vers le bac

ORAL Préparez un exposé de 5 minutes pour présenter les oppositions entre les conceptions keynésiennes et classiques (néoclassiques) des causes du chômage.

- Décrire.** Quels sont les coûts de production qui expliquent la hausse du chômage depuis les années 1970 pour les économistes d'inspiration classique ?
- Comprendre.** Quelles sont les causes spécifiques du chômage français ?
- Analyser.** Calculez le taux de croissance et des salaires moyens du secteur marchand entre 2012 et 2018 et celle de la productivité apparente du travail. Reliez ces résultats au contenu du texte.

C Des institutions inégalement favorables à l'emploi

1 Réagir

Comment se fixent les salaires ?



Entreprise

Salaires effectifs de base
Grilles salariales



Branche

Minima conventionnels



État

Smic



2 Le salaire minimum est-il toujours l'ennemi de l'emploi ?

VIDÉO

Salairé minimum : Les écarts en Europe, Euronews.

DOC FONDAMENTAL

Aux États-Unis, la forte baisse du salaire minimum fédéral en termes réels de la fin des années 1960 à la fin des années 1980 (il perd environ un tiers de sa valeur entre 1968 et 1989) puis sa forte augmentation au début des années 1990 (+16 % entre 1989 et 1991 en termes réels) ne semblent avoir eu aucun impact significatif sur l'emploi, et notamment celui des jeunes. [...] Cependant, les controverses restent importantes, notamment aux États-Unis, où d'autres études mettent en lumière un impact négatif du salaire minimum sur l'emploi. [...] Peut-on expliquer [...] ces résultats [...] contradictoires ? [...] Si on se réfère à la théorie du salaire d'efficience, une hausse du salaire, si celui-ci est en dessous de son niveau d'efficience, peut réduire le coût unitaire en travail via l'augmentation de la productivité. [...] Mais un autre mécanisme semble aussi jouer un rôle important : l'effet de monopsonne. Le monopsonne désigne la situation de marché où il y a un seul acheteur (ici, une entreprise qui demande du travail) faisant face à une multitude de vendeurs (les personnes désirant travailler). On peut montrer que l'entreprise peut alors fixer un niveau de salaire en dessous de [...] la productivité marginale : en d'autres termes, elle « exploite » les travailleurs. Dans ce cas, l'instauration d'un salaire minimum peut accroître le salaire sans nuire à l'emploi. [...] Il existe cependant un effet de seuil au-delà duquel l'augmentation du salaire peut nuire à l'emploi. Ceci permettrait de mieux comprendre pourquoi un impact négatif a pu être mis en lumière en France : le salaire minimum aurait dépassé le seuil optimal. Il apparaît que celui-ci se définit non pas tant en termes *absolus* qu'en termes *relatifs* (son niveau comparé à celui du salaire moyen ou du salaire médian). En effet, quand le coût relatif du travail peu qualifié est élevé, les entreprises ont notamment tendance à lui substituer du travail plus qualifié et du capital. Au total, il semble donc que, fixé à un niveau relatif modéré (mais dont le montant peut être variable selon les pays), le salaire minimum n'ait pas d'impact négatif significatif sur l'emploi.

Jérôme Gautié, *Le chômage*, La Découverte, 2015.



À partir de novembre 2012, des centaines d'employés de fastfoods se sont mis en grève dans différentes villes des États-Unis pour revendiquer un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. Seattle a été la première ville à répondre, adoptant en 2014 une mesure visant à augmenter graduellement le salaire minimum à 15 dollars. D'autres villes ont emboîté le pas, parmi lesquelles San Francisco ou New York ainsi que les États de la Californie, ou du Massachusetts. C'est également le cas de certaines entreprises, comme Amazon.

- 1 **Lire.** Empiriquement, la hausse du salaire minimum se traduit-elle toujours par du chômage ?
- 2 **Expliquer.** Quelles sont les deux raisons évoquées par le texte pour expliquer l'impact positif du salaire minimum sur l'emploi ?
- 3 **Analyser.** Quels indicateurs laissent penser que la France a dépassé le « seuil optimal » de salaire minimum ? Avec quels effets ?

3 Degré de protection de l'emploi et chômage de longue durée

La législation sur la protection de l'emploi se réfère à l'ensemble des dispositions (législation, conventions collectives, jurisprudence) qui régissent le recrutement et le licenciement des salariés. [...] Une protection plus forte des emplois stables doit se traduire par une augmentation de la part des emplois temporaires dans l'emploi total. L'impact de la protection de l'emploi sur l'emploi et le chômage étant ambigu d'un point de vue théorique, il est essentiel de se tourner vers des évaluations empiriques.

Manon Domingues Dos Santos, « Protection de l'emploi, emploi et chômage », *Focus du CAE* n°3, 2015.

À savoir

La théorie de la **segmentation du marché du travail** postule l'existence de plusieurs marchés, fonctionnant chacun avec des règles différentes. Par exemple, Peter Doeringer et Michael Piore en 1971 font la distinction entre le **marché primaire** (emplois typiques, travailleurs qualifiés, salaires élevés et bonnes conditions de travail) et le **marché secondaire** (emplois atypiques et moins bien rémunérés).

	Indice de protection de l'emploi pour les CDI ¹		Indice de protection de l'emploi pour les contrats temporaires ¹		Taux de chômage de longue durée (en %) ²			Part des salariés en emploi temporaire (en %)		
	1990	2013	1990	2013	1990	2013	2018	1990	2013	2018
France	2,34	2,38	3,06	3,63	38,1	40,5	40,4	10,5	16	16,8
Allemagne	2,58	2,68	3,25	1,13	46,8	45,4	41,4	10,5	13,3	12,6
Danemark	2,18	2,2	3,13	1,38	29,9	25,5	20,2	10,8	8,8	11,2
Royaume-Uni	1,1	1,1	0,25	0,38	34,4	36,2	26,3	5,2	6,2	5,6

1. L'indice de protection de l'emploi est un indice calculé par l'OCDE, mesurant le degré de protection de l'emploi. Plus l'indice est élevé (échelle de 0 à 6), plus la législation protège l'emploi. 2013 est la dernière année disponible.

2. Part des chômeurs au chômage depuis un an ou plus.

Données de l'OCDE.

- Définir.** Quelles sont les dimensions de la protection de l'emploi ?
- Décrire.** Comment les deux indices de protection de l'emploi en France et en Allemagne ont-ils évolué entre 1990 et 2013 ? Avec quels effets sur le marché du travail ?
- Relier.** Utilisez les données du tableau pour justifier la phrase soulignée.

4 Des rapports de force favorables aux insiders

Lorsque le taux de syndicalisation est élevé, le pouvoir de négociation des syndicats est renforcé et cela peut entraîner une hausse des salaires par rapport à un salaire d'équilibre. [...] On se retrouve donc avec une hausse du salaire qui aura comme effet (1) de renforcer le pouvoir d'achat et la situation économique de l'ensemble des salariés ayant bénéficié de cette hausse de salaire sans se faire [licencier] et (2) de réduire celui des demandeurs d'emploi ne trouvant pas [d'emploi] à cause de cette hausse des salaires via la diminution de la demande en travail de la part des entreprises (baisse des embauches). Nous avons donc un résultat final bénéficiant aux *insiders* (les membres des syndicats), au détriment des autres (personnes sans emploi). L'effet global théorique sur le taux de chômage, dans un schéma ultra-simplifié, doit donc être similaire à celui d'une hausse du salaire minimum. [...] Les syndicats permettent de rétablir un certain équilibre dans les négociations entre les salariés et les employeurs, afin d'éviter les abus dans certaines situations. Cependant, la présence de syndicats ayant comme unique objectif de faire monter les salaires a un effet positif sur les salariés *insiders* (augmentation du pouvoir d'achat) mais au détriment de tous les autres qui n'arriveront pas à trouver un emploi ou qui seront licenciés suite à la hausse des salaires.

Thomas Renault, « Taux de syndicalisation et taux de chômage en France et dans le monde », *Captain Economics*, 2013.

- Lire.** Le pouvoir des syndicats a-t-il un effet clair sur le taux de chômage ?
- Justifier.** Expliquez la phrase soulignée.
- Analyser.** Pourquoi est-il important de prendre en compte à la fois le taux de couverture et le taux de syndicalisation ?

VIDÉO

Les syndicats, Decod'actu.

À savoir

Le **taux de syndicalisation** renvoie au pourcentage de salariés appartenant à une organisation syndicale. Le **taux de couverture** correspond au pourcentage de salariés couverts par les accords issus de la négociation collective. En France par exemple, le taux de syndicalisation est de 11 % en 2016 mais le taux de couverture de 93 %.

Faire le point

Résumez dans un tableau les bénéfices et les coûts :

- d'une baisse du salaire minimum
- d'une hausse du taux de syndicalisation
- d'une législation facilitant le recours aux emplois à durée déterminée (contrats courts).

Vers le bac

ORAL Préparez une intervention orale de 5 minutes pour défendre une des positions suivantes : 1. « La suppression du salaire minimum est pertinente puisque certaines économies n'en ont pas. » 2. « Il faut pénaliser les contrats courts. »

D Les effets d'une inadéquation entre l'offre et la demande de travail sur le chômage

1 Réagir

Formulez des hypothèses pour expliquer les difficultés de recrutement des entreprises.

Pourcentage des entreprises ayant un projet anticipant des difficultés à recruter selon le métier	
Aides à domicile et aides ménagères	81,40%
Aides-soignants	54,70%
Serveurs de cafés-restaurants	53,20%
Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration	48,10%
Viticulteurs, arboriculteurs salariés	38,20%
Professionnels de l'animation socioculturelle	37,80%
Agriculteurs salariés	46,70%
Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires	37,80%

Enquête Besoin en main-d'œuvre, Pôle Emploi, 2019

UN JEUNE DIPLÔMÉ SUR DEUX N'A PAS D'EMPLOI
UN AN APRÈS LA FIN DE SES ÉTUDES



2 Le problème de l'emploi non pourvu

L'appariement sur le marché du travail, c'est la mise en relation entre l'offre et la demande, c'est-à-dire entre un travailleur et un emploi. [...] En cas de décalage entre les besoins des entreprises et les caractéristiques de la population active, [...] demandeurs d'emploi et employeurs persévèrent dans leurs recherches jusqu'à dénicher ce qui leur convient. Tant qu'ils n'ont pas trouvé – et cela peut durer longtemps –, on observe simultanément du chômage et des emplois non pourvus. Sur les 3,2 millions d'offres déposées à Pôle Emploi en 2017, 300 000 n'ont pas été pourvues, alors même que l'on comptait près de 3,5 millions de chômeurs sans emploi. Pour 150 000 de ces offres, les employeurs ont abandonné le projet de recrutement faute de candidats adéquats ; 97 000 autres ont été retirées, parce que le besoin ou le budget avaient disparu avant que le poste ne soit pourvu ; et 53 000 restaient à pourvoir l'année suivante. [...] Les offres non pourvues faute de candidats adéquats sont un indicateur clair d'un décalage structurel de compétences ou de localisation géographique entre l'offre et la demande. Pourtant, il se peut que des candidats appropriés existent, mais que les recruteurs n'aient pas pu ou su les identifier, ou bien qu'ils n'aient pas réussi à les attirer. Symétriquement, il se peut que les chômeurs ne soient pas informés de toutes les offres auxquelles ils pourraient prétendre ou que les conditions des offres à pourvoir ne leur conviennent pas. Le problème provient alors d'un manque d'information.

Alexandra Roulet, *Améliorer les appariements sur le marché du travail*, Presses de Sciences Po, 2018.

VIDÉO

Chômage : pourquoi certains emplois ne sont-ils pas pourvus ? France Info.

Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



Base : répondants ayant ou ayant eu l'intention de recruter.

Bpifrance, 2019.

- Définir.** Qu'entend-on par appariement sur le marché du travail ? Relevez les chiffres qui caractérisent la situation française.
- Expliquer.** Quelles sont les différentes raisons des difficultés d'appariement évoquées dans le texte ?
- Analyser.** Dans le graphique, présentez les facteurs qui relèvent d'une inadéquation entre les attentes des entreprises ayant eu l'intention de recruter et les caractéristiques du candidat au poste proposé.

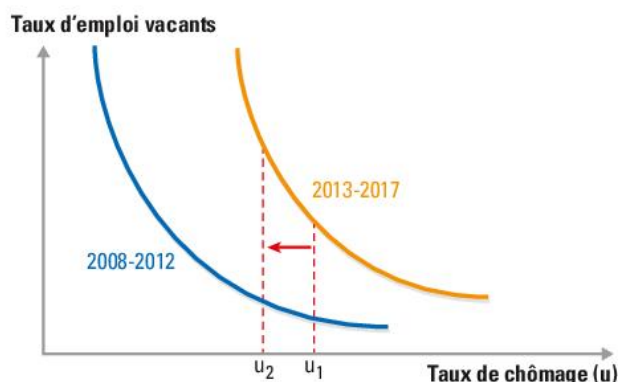
3 La courbe de Beveridge

DOC FONDAMENTAL

La courbe de Beveridge relie, le long du cycle économique, le taux de chômage et le taux d'emplois vacants, approché ici par la part des entreprises mentionnant des tensions sur la main-d'œuvre comme facteur limitant la production. Cette relation, qui est un indicateur de l'efficacité du fonctionnement du marché du travail, est généralement décroissante. En effet, au cours du cycle, les phases de contraction, habituellement caractérisées par un taux de chômage élevé et de faibles vacances d'emploi, succèdent à des phases d'expansion avec moins de chômage et plus de tensions. Un déplacement de la courbe vers le haut, tel celui observé sur la période 2013-2017, est le signe d'une détérioration des mécanismes d'appariement sur le marché du travail français. Plus de tensions sont observées pour un même taux de chômage. En outre, la pente de la courbe est devenue plus forte, ce qui signifie qu'une amélioration de l'emploi conduit plus rapidement que par le passé à des tensions sur le marché du travail. Cette situation reflète une inadéquation entre les caractéristiques de l'offre et de la demande de travail.

Françoise Drumetz, Rémy Lecat, « Le marché du travail français est-il en tension ? », *Bloc-Notes Éco*, 2018.

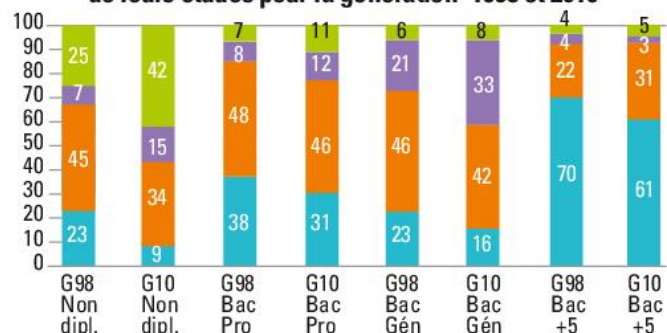
Déplacement de la courbe de Beveridge



- 1 Lire.** Pourquoi la courbe de Beveridge est-elle décroissante ?
- 2 Analyser.** Montrez que pour un même niveau de chômage u_1 , l'appariement s'est dégradé entre 2008-2012 et 2013-2017. Justifiez ensuite la phrase soulignée en observant l'impact de la baisse du chômage de u_1 à u_2 .
- 3 Interpréter.** En utilisant la notion de progrès technique, expliquez ce qui peut affecter l'adéquation entre les caractéristiques des chômeurs et celles des emplois vacants.

4 Diplôme et insertion sur le marché du travail

Types de parcours 5 ans après le diplôme atteint à la fin de leurs études pour la génération¹ 1998 et 2010



- Accès rapide et durable à l'emploi à durée indéterminée
- Parcours dominé par des périodes en emploi à durée déterminée
- Processus d'insertion avec reprise d'études ou épisodes de formation notables
- Parcours nettement dominés par les situations de chômage ou d'inactivité

1. Tous les trois ans le Céreq réalise une nouvelle enquête auprès de jeunes qui ont en commun d'être sortis du système éducatif la même année quel que soit le niveau ou le domaine de formation atteint, d'où la notion de « génération ».

« 20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions », *Céreq Essentiels*, 2018.

À savoir

William Beveridge (1879-1963), économiste et homme politique britannique, propose en 1944 une définition du **plein-emploi** : c'est une situation où il y a (légèrement) plus d'emplois vacants que de chômeurs. Il constate une corrélation négative : un chômage élevé est associé à un nombre faible d'emplois vacants et inversement. Cette corrélation négative est connue depuis 1958 sous le nom de **courbe de Beveridge**.

- 1 Lire.** Quelle proportion des jeunes de la génération 1998 ayant un bac +5 ont accédé durablement à un emploi à durée indéterminée cinq ans après la fin de leurs études ? Et pour les diplômés de 2010 ?
- 2 Comparer.** Comment a évolué la situation sur le marché du travail des jeunes sans diplôme des générations 1998 et 2010 ?
- 3 Analyser.** Comment peut-on analyser la différence de situation entre les jeunes ayant un baccalauréat professionnel et ayant un baccalauréat général ?

Faire le point

Retrouvez les facteurs explicatifs des difficultés d'appariement parmi les éléments suivants :

- le coût du travail
- une information insuffisante sur les emplois disponibles
- une baisse de la demande anticipée
- une absence de mobilité géographique des actifs
- une qualification insuffisante ou inadaptée des chômeurs.

Vers le bac

ORAL Préparez une présentation orale de 5 minutes sur le sujet suivant : « Pourquoi certaines entreprises ne parviennent pas à pourvoir leurs postes vacants alors que le chômage est élevé en France ? ». Présentez votre réponse sans support écrit.

E L'insuffisant accès à l'information pour expliquer le chômage

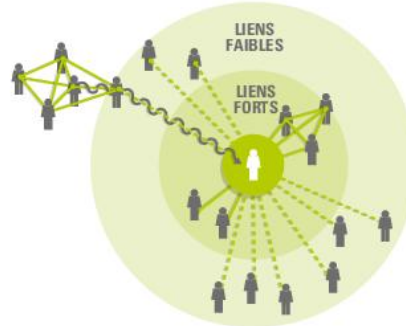
1 Réagir

Pourquoi certains chômeurs accèdent plus à l'information sur l'emploi disponible que d'autres ?

Modalités de recherche d'emploi selon la PCS



Jorick Guilleaume, « Comment recherche-t-on un emploi ? », Insee Première, 2017.



Mark Granovetter (*Strength of weak ties*, 1973) considère que les **liens faibles** sont caractérisés par une faible quantité d'interactions dans le temps. Ils permettent de rentrer en contact avec un plus grand nombre d'individus. Les **liens forts** (familiaux, ethniques, amicaux) sont cloisonnés à l'intérieur d'un même groupe et en cela ont un accès limité à des informations sur l'emploi.

2 Le modèle du « tire-au-flanc »

DOC FONDAMENTAL

Le salaire d'efficience vise à expliquer les causes du chômage involontaire [...]. Mise au point par Joseph Stiglitz et Carl Shapiro, cette théorie considère que le niveau de salaire a une influence sur la productivité.

Selon l'analyse néo-classique, le marché du travail est un marché comme un autre qui subit la loi de l'offre et de la demande et qui par conséquent est soumis aux conditions de la concurrence pure et parfaite [...]. [Pourtant], les employeurs sont victimes d'asymétrie d'information à propos de la productivité de leurs employés : il est impossible ou extrêmement coûteux de surveiller continuellement ces derniers. Il en découle une situation d'aléa moral car l'employé, se sachant non-observé diminue sa productivité et ses efforts. Or, [...] les coûts de *turnover* (remplacement de la main-d'œuvre) augmentent la difficulté de se débarrasser des travailleurs les moins productifs. [...]

Pour limiter l'aléa moral, l'employeur peut appliquer la stratégie du salaire d'efficience. Cela consiste à donner un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre afin de stimuler la productivité [...]. Ce mécanisme s'explique par le comportement rationnel de l'employé :

- il est incité à l'effort parce qu'il se sait privilégié et qu'il veut conserver son emploi au sein de l'entreprise ;

- il est reconnaissant envers son employeur, il veut lui montrer qu'il mérite ce salaire, son moral est dopé et il s'investit dans son travail.

[...] Contrairement à la théorie néo-classique, le coût du travail n'est plus le seul déterminant de l'emploi. De cette manière, l'employeur achète également la paix sociale, c'est une forme de compromis. Un autre but du salaire d'efficience est d'attirer les meilleurs éléments de la population active (ceux qui ont un salaire de réserve plus élevé que celui d'équilibre).

« Salaire d'efficience », site de SES de l'académie Aix-Marseille.

À savoir

L'**aléa moral** est un type d'asymétrie d'information qui intervient après la signature du contrat, lorsqu'une des parties peut changer son comportement car il est protégé contre le risque. La **sélection adverse** correspond à un problème de sélection sur le marché du fait de l'absence d'information. Une des deux parties est tenue dans l'ignorance de la qualité exacte du bien ou du service proposé sur le marché.

- 1 Comprendre.** Quel critère de la concurrence pure et parfaite l'aléa moral remet-il en question ? Quelle forme prend-il sur le marché du travail ?
- 2 Analyser.** En quoi la hausse du salaire au-dessus du salaire d'équilibre est-elle une solution au problème de l'aléa moral ?
- 3 Interpréter.** Analysez la dernière phrase du texte pour expliquer en quoi le salaire d'efficience permet aussi de limiter la sélection adverse sur le marché du travail.

3 La théorie de la prospection d'emploi et l'assurance chômage

DOC FONDAMENTAL

Une bonne indemnisation du chômage sécurise les revenus individuels et peut contribuer à amortir l'impact macroéconomique des récessions en stabilisant la demande adressée aux entreprises. Mais elle comporte également le risque de ralentir la reprise d'un emploi. Un système efficace de contrôle de la recherche d'emploi [...] devrait, en principe, être suffisant. [...] Les effets désincitatifs au travail causés par l'indemnisation relèvent-ils du fantasme ? [...] Des allocations trop faibles ou de courte durée ne risquent-elles pas de dégrader tout simplement la qualité des emplois retrouvés ? [...]

Une meilleure indemnisation du chômage permet aux demandeurs d'emploi de conduire leur recherche dans de meilleures conditions et, par conséquent, d'exiger de meilleurs emplois, à la fois en termes de salaire, de type de contrat ou d'avantages en nature. Cette exigence présente l'avantage

d'améliorer la qualité de ces emplois. En contrepartie, elle peut allonger la durée du chômage. L'allocation d'assurance chômage exerce aussi un effet sur l'intensité de la recherche d'emploi. Les enquêtes sur les emplois du temps montrent que les demandeurs d'emploi qui perçoivent une allocation d'assurance chômage consacrent significativement plus de temps à rechercher un emploi à l'approche de la date de fin des droits à l'allocation. Ainsi, aux États-Unis, les demandeurs d'emploi indemnisés consacrent quotidiennement environ 30 minutes à la recherche d'emploi au début de leur épisode de chômage. Ils intensifient significativement leur recherche, en multipliant par deux le temps qu'ils y consacrent, à l'approche de la date de la fin des droits à l'allocation.

Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo, *Améliorer l'assurance chômage*, Presses de Sciences Po, 2014.

- 1 **Comprendre.** En quoi l'indemnisation chômage conduit-elle à une incertitude sur le comportement du chômeur ? De quel type d'asymétrie d'information s'agit-il ?
- 2 **Expliquer.** Quels sont les avantages et les inconvénients d'un système d'assurance chômage ?
- 3 **Analyser.** Quel est l'intérêt de l'assurance chômage dans un cadre d'information imparfaite ?

À savoir

Le **salaire de réserve** correspond au salaire en deçà duquel un actif ou un individu n'est pas prêt à travailler. La présence d'allocation-chômage peut conduire à une hausse de ce salaire de réserve. Si le salaire proposé est inférieur à ce niveau, l'individu peut décider de refuser un emploi, ce qui crée du **chômage volontaire**.

4 Les conséquences de l'information imparfaite sur le marché du travail

Théories	Sources de l'information imparfaite	Raisons du chômage
Théorie de la prospection d'emploi (George Stigler, 1961)	Les offreurs de travail n'ont pas une connaissance parfaite de tous les emplois disponibles. La recherche d'information présente un coût.	Le chômage peut se prolonger le temps que les chômeurs trouvent un emploi qui correspond à leurs caractéristiques. L'existence d'indemnité chômage allège le coût du temps de recherche supplémentaire.
Théorie du signal (Michael Spence, 1973)	Les employeurs ne connaissent pas la productivité des travailleurs au moment de l'embauche (problème de sélection adverse).	Le diplôme joue le rôle de signal de la productivité du futur salarié : cela peut expliquer les différences de taux de chômage en fonction du niveau de diplôme.
Théorie du salaire d'efficience (Janet Yellen, 1984, Joseph Stiglitz, Carl Shapiro, 1984)	Les employeurs ne savent pas si leurs salariés vont être productifs une fois qu'ils les ont embauchés (problème d'aléa moral).	Verser aux salariés un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre les incite à être plus productifs, mais est également source de chômage pour les personnes prêtes à travailler au salaire d'équilibre.
Modèle insider/outsider (Assar Lindbeck et Dennis Snower, 1988)	Les <i>insiders</i> (les actifs occupés) ont plus d'information et de pouvoir de négociation que les <i>outsiders</i> (les chômeurs).	Les <i>insiders</i> utilisent leur pouvoir de négociation pour demander des hausses de salaires, au détriment de l'embauche d' <i>outsiders</i> qui restent au chômage.

- 1 **Décrire.** Quelles sont les différentes raisons qui conduisent à une information imparfaite sur le marché du travail ?
- 2 **Expliquer.** Quel rôle le diplôme joue-t-il face au problème de sélection adverse ?
- 3 **Synthétiser.** Par quels mécanismes l'information imparfaite peut-elle générer du chômage ?

Faire le point

Rédigez des phrases reliant logiquement les termes suivants :

a. salaire – théorie du salaire d'efficience – productivité b. chômage – prospection – information imparfaite c. asymétrie d'information – sélection des chômeurs – diplôme d. qualité emploi – assurance chômage – problème d'incitation.

Vers le bac

EC Partie 1. Présentez deux formes d'asymétries d'information sur le marché du travail et leurs implications sur le niveau de chômage.

A Le rôle de l'État pour limiter le chômage conjoncturel et classique

1 Réagir

La lutte contre le chômage conjoncturel et le chômage structurel peut-elle s'appuyer sur les mêmes outils ? Ces deux catégories sont-elles distinctes ?

Taux de chômage effectif				
Chômage conjoncturel	Chômage structurel			
Il correspond au supplément de chômage lié au ralentissement de l'activité et à l' insuffisance de la demande dans l'économie (chômage « keynésien »). La croissance effective est inférieure à la croissance potentielle.	Chômage dû à des difficultés ou des changements structurels et non conjoncturels de l'économie.			
	Chômage frictionnel	Chômage classique	Chômage d'inadéquation	Chômage volontaire
	Il comprend les personnes en transition vers un autre emploi ou rentrant sur le marché du travail. Il s'agit de la composante incompressible du chômage structurel. Son niveau est affecté par exemple par la mobilité des actifs et l'information disponible.	Il est dû à un coût du travail trop élevé et rigide à la baisse qui engendre une production insuffisante car trop peu rentable. Il peut être le reflet d' institutions inefficaces (réglementation du marché, rôle des syndicats, salaire minimum trop élevé etc.).	Problème d'appariement entre l'offre et la demande de travail (inadaptation des qualifications, évolutions techniques, insuffisantes mobilités géographiques...).	Les individus acceptent ou non un emploi en fonction de leur salaire de réserve (ou salaire de réservation). Ce dernier dépend notamment du niveau des prestations sociales.

2 Les justifications de la politique de relance

DOC FONDAMENTAL

Certains ont qualifié d'« effets d'hystérèse » (ou d'« hystérésis ») les mécanismes par lesquels une insuffisance durable de la demande globale conduit non seulement à un enkystement¹ du chômage, mais aussi à rendre permanentes les pertes en production que subit l'économie.

Par exemple, lorsque le chômage augmente lors d'une récession, la durée moyenne passée au chômage tend à augmenter. Or, plus un travailleur passe de temps au chômage, plus ses compétences s'usent et deviennent obsolètes, notamment parce qu'il ne peut, par définition, en acquérir de nouvelles en travaillant : un chômeur ne profite pas de l'apprentissage par la pratique (*learning-by-doing*). Voyant leurs perspectives d'embauche décliner, les chômeurs de longue durée tendent à se décourager et à sortir de la population active. Ainsi, le maintien du chômage à un niveau élevé tend non seulement à accroître le taux de chômage structurel [...], mais aussi à dégrader la production potentielle, dans la mesure où [...] les chômeurs, même s'ils finissent par être réembauchés, seront moins productifs que s'ils ne s'étaient pas retrouvés au chômage. [...]

La présence d'effets d'hystérèse amène à reconsidérer le rôle des politiques conjoncturelles et notamment de la politique budgétaire. [...] Du point de vue des nouveaux keynésiens, [...] le principal bénéfice de la relance budgétaire en présence d'hystérèse est de réduire les dommages d'une récession pour le niveau à long terme de la productivité et donc de la production.

Martin Anot, « L'hystérèse, ou comment la politique budgétaire a retrouvé sa légitimité », *D'un champ à l'autre*, 2017.

1. Le chômage devient durable.

À savoir

• L'effet d'une politique de relance dépend du **multiplicateur budgétaire**.
 • Lorsque les pouvoirs publics décident d'augmenter l'investissement public, leur demande supplémentaire suscite une production supplémentaire de la part des entreprises qui distribuent des revenus supplémentaires et stimule encore la demande et donc la production. Par conséquent, l'investissement initial des pouvoirs publics augmente plus que proportionnellement la production totale de l'économie.

- Définir.** Qu'appelle-t-on l'effet d'hystérèse ? Comment s'explique-t-il ?
- Expliquer.** Justifiez la phrase soulignée.
- Analyser.** Pourquoi les politiques de relance limitent-elles le chômage conjoncturel et donc l'effet d'hystérèse ?



Coût du travail, qu'est-ce que le 0 charges sur le Smic, LCI.

3 L'objectif de réduction du coût du travail

Les mesures d'allègement de cotisations employeurs sur les bas salaires n'ont cessé de prendre de l'ampleur en France sur les vingt dernières années avec pour premier objectif le soutien à la création d'emplois peu qualifiés par les entreprises. Ces mesures sont à la fois générales, au sens où elles concernent l'ensemble des entreprises des secteurs marchands, tout en étant ciblées sur les bas salaires [...]. Il y a [plusieurs] raisons théoriques pour lesquelles une baisse des prélèvements [pour les entreprises] sur le travail produit des effets sur l'emploi d'autant plus importants qu'elle est ciblée sur les bas salaires. La première est purement comptable [...]. Une exonération d'un montant budgétaire donné réduit d'autant plus le coût du travail, en pourcentage, qu'elle est concentrée sur les bas salaires. [...] La deuxième raison est de nature économique [...] : le coût du travail est un déterminant de moins en moins important au fur et à mesure que les salaires augmentent. Les possibilités de substitution entre le travail peu qualifié et le capital sont fortes alors qu'au contraire le travail qualifié et le capital sont relativement complémentaires. Ensuite, les bas salaires sont surreprésentés dans les secteurs d'activité où les baisses de coûts sont fortement répercutées dans les prix et non dans les marges, ce qui produit un effet plus important sur le volume de production et sur l'emploi.

Yannick L'Horty, Philippe Martin et Thierry Mayer, « Baisses de charges : stop ou encore ? », *Les notes du Conseil d'analyse économique*, n° 49, janvier 2019.

Taux d'exonération de cotisations sociales selon le niveau de salaire brut (en %)



Coût annuel de ces dispositifs d'allègements fin 2019 : 54,7 milliards d'€

Allègements « Fillon » (1995) : réduction de cotisations sociales dégressive entre 1 et 1,7 SMIC.

Le CICE (2013) a pris la forme d'un crédit d'impôt sur les sociétés plutôt que d'une exonération de cotisations sociales. Il a été remplacé au 1^{er} octobre (2019) par une baisse des cotisations sociales jusqu'à 2,5 Smic.

Le Pacte de Responsabilité (2014), a généralisé les allègements jusqu'à 3,5 Smic.

Exonérations supplémentaires au 1^{er} octobre 2019 (dont zéro cotisation au niveau du Smic).

Données OFCE.

- 1 Lire.** De quelle proportion les cotisations sociales sont-elles réduites en 2019 lorsque le salaire horaire brut équivaut à 1,5 Smic ? à 2,5 Smic ? à 1 Smic ?
- 2 Expliquer.** Quels sont les objectifs d'une baisse des cotisations sociales sur les bas salaires ?
- 3 Interpréter.** Pourquoi cette mesure permet-elle de limiter le chômage classique ?

4 L'effet ambivalent des politiques d'exonération de cotisations sociales

	Montant d'exonération important	Cibler les exonérations sur les bas salaires	Renouveler régulièrement les dispositifs
Effets positifs	<ul style="list-style-type: none"> – Hausse significative de l'emploi – Compense une hausse du SMIC pour éviter une baisse des revenus des ménages – Améliore la compétitivité-prix 	<ul style="list-style-type: none"> – Baisse du coût de travail des salariés les moins productifs – Évite la substitution entre capital et travail peu qualifié → limite le chômage des moins qualifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> – Adaptation du dispositif à la conjoncture économique
Risques engendrés par la mesure	<ul style="list-style-type: none"> – Coût important pour les finances publiques, risque de hausse d'autres prélèvements obligatoires → effet ambigu sur le revenu disponible des ménages – Effet d'aubaine : la baisse des cotisations profite à des employeurs qui auraient de toute façon embauché un salarié 	<ul style="list-style-type: none"> – Risque de « trappe à bas salaires » : les réductions des cotisations disparaissent si les salaires augmentent. Effet de seuil : les salaires sont bloqués au niveau du Smic. – Hausse des inégalités salariales – Baisse de la qualité des emplois – Frein à la « destruction créatrice » : les dépenses sont consacrées au soutien à l'emploi des peu qualifiés plutôt qu'aux secteurs innovants. 	<ul style="list-style-type: none"> – Dispositifs plus complexes et moins lisibles. – La modification des dispositifs est décidée avant de connaître l'efficacité des précédents.

Faire le point

Vrai ou faux ?

- a. Le chômage conjoncturel n'a aucun impact sur le chômage structurel.
- b. Une politique de relance budgétaire permet de limiter le chômage conjoncturel.
- c. Pour lutter contre le chômage classique, l'État peut baisser le coût du travail.
- d. Exonérer de cotisations sociales les bas salaires permet à la fois de lutter contre le chômage et d'améliorer la qualité de l'emploi.

- 1 Définir.** Qu'est-ce qu'un effet d'aubaine ? Une trappe à bas salaire ?
- 2 Expliquer.** En quoi cibler l'exonération sur les bas salaires peut-il engendrer des inégalités ?
- 3 Interpréter.** Une baisse des cotisations sociales est-elle toujours favorable à l'emploi ?

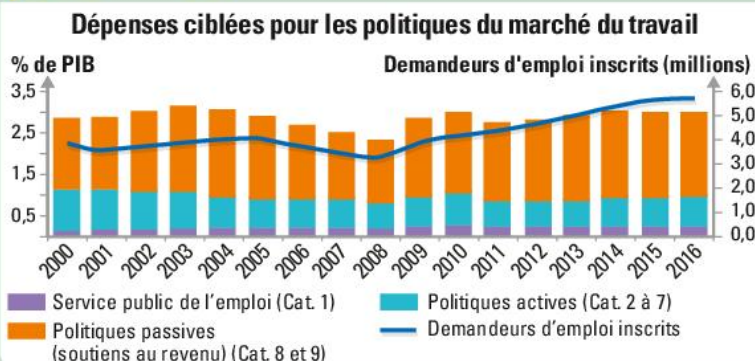
Vers le bac

EC Partie 3. L'État peut-il lutter de la même manière contre le chômage conjoncturel et le chômage classique ?

B Les politiques incitant à la reprise d'emploi des chômeurs

1 Réagir

Que comprenez-vous de la différence entre les objectifs des politiques actives et des politiques passives de l'emploi ?



Les politiques passives du marché du travail visent au maintien du revenu des chômeurs ou de certaines catégories de personnes inactives. Les **politiques actives** ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement du marché du travail (formation professionnelle, incitation à l'emploi, aide à la création d'entreprise, contrats aidés, etc.)

Olivia Montel et Alexis Vanderstocken,
« Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2016 », *DARES Résultats*, 2019.

2 La lutte contre les « trappes »

DOC FONDAMENTAL

À la fin des années 1980, les incitations monétaires du côté de l'offre de travail ont [...] été mobilisées en France. Les gouvernements successifs ont souhaité valoriser le travail, faire en sorte qu'il rapporte, conformément au mot d'ordre *to make work pay*. On veut désormais soutenir l'offre de travail alors que l'objectif poursuivi auparavant par l'action publique était plutôt d'encourager les retraits d'activité. L'objectif n'est plus de diminuer le taux de chômage, mais bien d'accroître le taux d'emploi. [...] Une [...] étape a été franchie avec l'instauration du revenu de solidarité active (RSA) en juin 2009, en remplacement du RMI (revenu minimum d'insertion) et de l'allocation parent isolé. En 2016, le RSA activité et la prime pour l'emploi ont fusionné pour laisser la place à la prime d'activité. [...] Le RMI garantissait un niveau minimal de revenu et complétait les ressources du ménage pour parvenir à dépasser ce niveau. Il s'agissait d'une prestation différentielle : 1 euro de revenu d'activité en plus signifie 1 euro de revenu de transferts en moins. En considérant de surcroît les prestations sociales versées sous condition de statut ou de revenu, qui ne sont pas toujours prises en compte dans les ressources du RMI, la perte d'avantages sociaux lorsque l'on retrouve un emploi ou lorsque l'on dépasse certains seuils de revenus pénalise le retour à l'emploi. Les politiques incitatives, avec en particulier la mise en œuvre du RSA, ont pour objectif de lever ces obstacles monétaires.

Dominique Foray et al., *Croissance, emploi et développement*, La Découverte, 2019.

- Justifier.** Comment expliquer que le RMI ait créé une situation de *trappe à inactivité* ?
- Analyser.** Pourquoi la prime d'activité encourage-t-elle les individus à reprendre un emploi ?
- Comprendre.** Quel type de chômage permet-elle de combattre ?

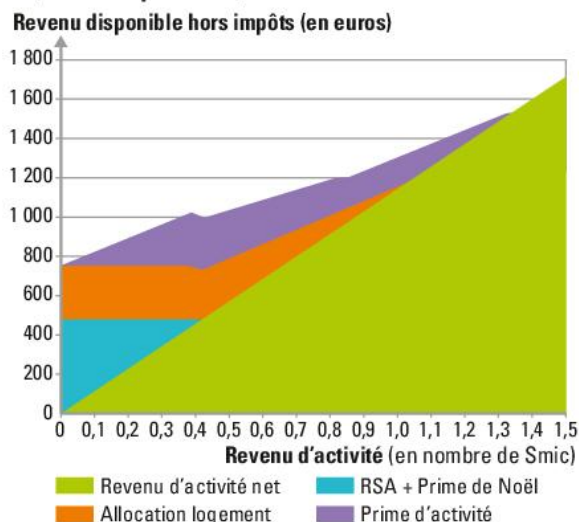
VIDÉO

Réforme de l'assurance
chômage : les demandeurs
d'emploi inquiets, France Info.

À savoir

Une « **trappe à inactivité** » renvoie à une situation où les personnes sont désincitées à travailler, car le retour à l'emploi ne leur permettra pas d'augmenter leur revenu. On considère que le **revenu minimum d'insertion** (RMI), créé en 1988, enfermait les allocataires des minima sociaux dans une **trappe à inactivité**, ce qui explique sa disparition au profit du **revenu de solidarité active** (RSA) en 2009, puis de la **prime d'activité** en 2016.

Place de la prime d'activité dans le revenu disponible (en euros par mois) d'un célibataire sans enfant

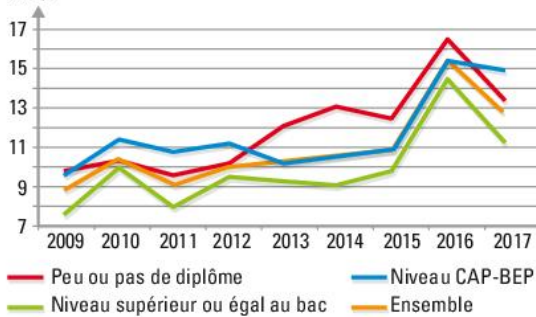


« Rapport d'évaluation de la prime d'activité », Ministère des solidarités et de la santé, 2017.

3 Les politiques de formation des chômeurs sont-elles efficaces ?



Taux d'accès des personnes en recherche d'emploi à la formation par niveau de diplôme entre 2009 et 2017
En %



Note : Ce taux d'accès représente le nombre de personnes en recherche d'emploi entrées en formation, rapporté au nombre de personnes ayant connu au moins un mois principalement au chômage dans l'année.

« La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2016 et 2017 », *Dares Résultats*, 2019.

- Comprendre.** Quel est l'objectif du plan 500 000 ? En quoi est-ce une politique active de l'emploi ?
- Justifier.** Peut-on dire que les peu qualifiés ont bénéficié en priorité du plan « 500 000 » ?
- Analyser.** Pour quels chômeurs les plans de formations apparaissent-ils moins efficaces ? Formulez des hypothèses pour l'expliquer.

500 000 formations supplémentaires

[Voté en 2015], le Plan 500 000 visait à porter à un million les entrées en stage de formation sur l'année 2016, soit deux fois le nombre atteint en 2015, en portant une attention particulière aux personnes en recherche d'emploi peu ou pas qualifiées et aux chômeurs de longue durée. Il devait en outre développer les formations aux nouveaux métiers, liés notamment à la transition énergétique ou à la transformation numérique. [...] L'amélioration globale, au cours de la période récente, de l'accès des demandeurs d'emploi à la formation ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des taux d'insertion dans l'emploi. [...] En 2016, 51,2 % des demandeurs d'emploi ont eu accès à un emploi d'une durée d'un mois ou plus au cours des six mois suivant la formation ; 27,6 % seulement ont eu accès à un emploi durable. Les résultats ont été encore moins satisfaisants pour les personnes peu qualifiées, dont le taux d'accès à un emploi d'une durée supérieure à six mois ne s'est élevé qu'à 21 %.

Cour des Comptes, *La formation des demandeurs d'emploi*, mai 2018.

Application

Visionnez la vidéo de France Info,

« Ce qui fait débat : la formation, un remède contre le chômage ? », puis répondez aux questions suivantes. Qui finance la formation professionnelle ? Quelles sont les difficultés de ciblage de la formation professionnelle ? Comment la repenser ?

VIDÉO

4 Le suivi des chômeurs

DOC FONDAMENTAL

L'activation renvoie à une stratégie globale visant à réduire les dépenses passives au profit des dépenses actives. Elle repose sur une idée simple : il vaut mieux consacrer des efforts à aider les chômeurs à trouver un emploi plutôt qu'à simplement les indemniser. [...] Les Danois ont été parmi les premiers à avoir adopté ce genre de mesures. À partir de 1994, ils ont rendu obligatoire le suivi d'une formation (au moins à 75 % du temps) au bout d'un an de chômage, et aboli la possibilité de refuser toute offre d'un programme d'activation de l'agence pour l'emploi (formation, emploi subventionné dans le secteur public et privé...) sur l'ensemble de la période d'indemnisation [...]. Par la suite, dans la plupart des pays de l'OCDE, l'activation s'est traduite avant tout par l'individualisation et le renforcement du suivi des chômeurs, dans le cadre d'un accompagnement renforcé. Ceci s'est notamment traduit par une mise en œuvre systématique du profilage des chômeurs. Cette pratique consiste à les classer selon leur degré d'employabilité – repéré en fonction de caractéristiques individuelles (dont leur parcours antérieur) [...] [et] sert à orienter les chômeurs vers les mesures censées leur être le mieux adaptées. [...] Il faut noter aussi que, dans la plupart des pays, le renforcement du suivi des chômeurs s'est souvent traduit par un durcissement des procédures de contrôle de l'effectivité de la recherche d'emploi.

Jérôme Gautié, *Le chômage*, La Découverte, 2015.

- Lire.** Qu'est-ce que l'activation des politiques du marché du travail ?
- Expliquer.** Pourquoi a-t-on associé individualisation de la prise en charge et contrôle ?
- Relier.** Utilisez le concept d'aléa moral pour justifier la phrase soulignée.

Faire le point

Distinguez les termes suivants : a. politique d'emploi active et passive b. trappe à bas salaire et trappe à inactivité (chômage) c. politique de formation et politique d'activation d. RSA et prime d'activité.

ARTICLE

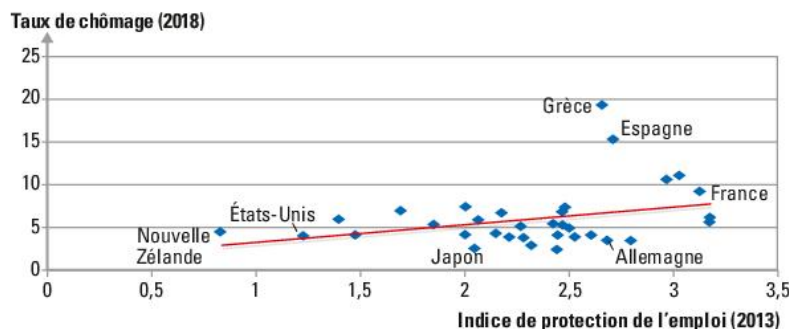
Mission

Recherchez des informations sur les systèmes d'indemnisation chômage en France et en Grande-Bretagne et présentez-en les grandes différences. Vous pouvez par exemple consulter la lettre d'information Trésor-Eco n°188.

C Les leviers de l'État pour améliorer le fonctionnement du marché du travail

1 Réagir

Quel est l'impact du degré de protection de l'emploi sur le marché du travail ?



Note : L'indice de protection de l'emploi va de 0 (aucune protection) à 6 (protection), Données OCDE.



2 Les lois « Hartz », un miracle ?

L'économie allemande aurait créé plus de 500 000 emplois au cours de la seule année 2016. [...] Cette embellie globale sur le plan du chômage et de l'emploi peut être imputée en partie aux réformes Hartz lancées pendant les années 2003-2005, qui ont contribué à réduire le chômage structurel et à réintégrer sur le marché de l'emploi des personnes qui en avaient été exclues. Elle est également due à la qualité persistante du dialogue social en Allemagne, qui a permis aux partenaires sociaux de négocier des accords suffisamment flexibles et adaptés aux besoins des entreprises en fonction du contexte considéré. [...] La loi Hartz II [...], a promu le développement de formes d'emploi atypiques [...]. La forte augmentation du taux d'emploi ne s'est pas accompagnée

d'une hausse du volume global d'heures travaillées et elle est surtout imputable à une sorte de partage du travail, *via* l'essor du travail à temps partiel court. [...] Plus significatif en Allemagne est l'essor des emplois à bas salaires, qui est allé de pair avec la flexibilisation du marché du travail. Car si le gouvernement fédéral est parvenu à davantage intégrer les plus vulnérables au marché de l'emploi, dont les chômeurs de longue durée et les peu qualifiés, cette amélioration s'est faite au prix d'une moindre qualité des emplois et n'a guère aidé les salariés concernés à sortir du secteur des emplois à bas salaires.

Rémi Lallement, « Les mutations socioéconomiques en Allemagne : bilan et perspectives », *France Stratégie*, mars 2017.

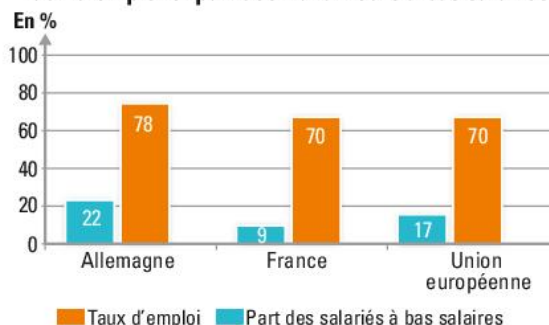
À savoir

Les réformes Hartz ont été mises en œuvre entre 2003 et 2005 en Allemagne. La **réforme Hartz IV** est la plus emblématique de la flexibilisation du marché du travail allemand : elle réduit fortement l'indemnisation des chômeurs et sa durée. Elle accompagne le renforcement des *mini-jobs* dont le plafond maximum de salaire est de 400 euros par mois (800 euros par mois pour les *midi-jobs*) qui permettent à l'employeur d'être exonéré de cotisations salariales.



« Mini-jobs » : l'autre visage de l'économie allemande, France Info.

Taux d'emploi et part des travailleurs à bas salaires¹



1. Les salariés à bas salaires reçoivent un salaire brut horaire inférieur aux deux tiers du salaire horaire médian.

France Stratégie, d'après les données Eurostat (2014 pour la part des salariés à bas salaire, 2015 pour le taux d'emploi des 20-64 ans).

1 Comprendre. Quelles sont les principales mesures des réformes Hartz ? Sont-elles le seul facteur explicatif de l'amélioration du marché du travail après la crise de 2008 ?

2 Analyser. Quelles mutations les lois Hartz ont-elles sur le marché du travail allemand et avec quels effets pour les salariés ?

3 Interpréter. Utilisez les données du graphique pour illustrer l'impact de ces mesures sur les salaires. Quel est l'intérêt pour l'économie allemande ?

3 Les différentes formes de flexibilité

DOC FONDAMENTAL

	Flexibilité externe : facilite l'entrée et la sortie de l'emploi (relations entre l'entreprise et le reste du marché)		Flexibilité interne : permet une plus grande souplesse dans la gestion des salariés (fonctionnement interne des entreprises)		
Caractéristiques	Flexibilité quantitative externe : simplification des procédures d'embauche et de licenciement	Externalisation : recentrage des entreprises sur leur cœur de métier (sous-traitance, essaimage, ...)	Flexibilité quantitative interne : baisse de la rigidité du temps de travail (travail le dimanche, etc.) temps partiel,	Flexibilité fonctionnelle : renforcement de la polyvalence du salarié	Flexibilité salariale : limitation de la rigidité des salaires (négociation décentralisée, rémunération variable)
Effets attendus sur l'emploi	Hausse du taux de rotation de la main-d'œuvre, baisse du chômage de longue durée	Gains de productivité qui peuvent être favorables	Peut conduire à limiter l'embauche mais peut permettre de limiter la hausse du chômage (recours au chômage partiel)	Gains de productivité favorables à l'emploi	Abaissement du coût du travail favorable à l'emploi, risque d'inégalités salariales plus importantes.

Note : Le **chômage partiel** est défini par l'Insee comme une situation où une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité, sans rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés

À savoir

Il semble que la **flexibilité quantitative externe** affecte moins le niveau d'emploi et de chômage que les flux d'entrée et de sortie sur le marché du travail. Les flux de créations/destructions d'emploi seraient ainsi deux fois plus importants aux États-Unis (où le marché du travail est particulièrement flexible) qu'en France.

- Lire.** Quelles sont les deux grandes formes de flexibilité que l'État peut chercher à encourager ? Comment ?
- Expliquer.** Quel est l'intérêt de mener une politique permettant une plus grande flexibilité quantitative (externe et interne) ?
- Analyser.** Toutes les politiques de flexibilisation du marché du travail ont-elles le même effet sur l'emploi et le chômage ?

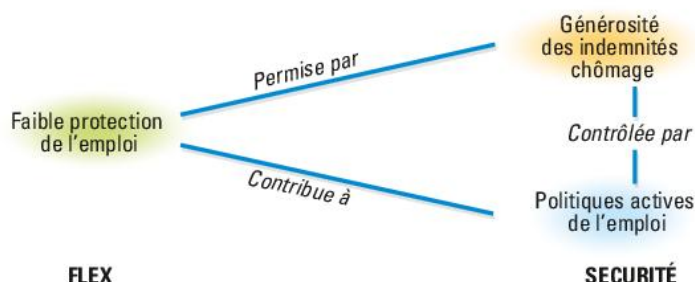
4 La « flexisécurité » : stratégie globale de réforme des politiques de l'emploi ?

DOC FONDAMENTAL

La « flexicurité » fait partie des orientations de réforme du marché du travail promues par les organisations internationales, OCDE et Commission européenne. [...] De manière générale, cette notion renvoie à l'idée selon laquelle il est possible et souhaitable [...] de concilier la sécurité des travailleurs (du point de vue de l'emploi et de la protection sociale) avec la flexibilité du marché du travail. [...] L'exemple emblématique de cette combinaison vertueuse est donné par le Danemark, qui reprend à son compte cette notion et développe ses composantes à partir

du « triangle d'or de la flexicurité ». [...] Ces politiques sont apparues comme un succès, le Danemark ayant réussi à diminuer de moitié son taux de chômage en une dizaine d'années (il est stabilisé autour de 5 %, du début des années 2000 à la crise de 2008), tout en affichant de très bonnes performances macroéconomiques et un degré de satisfaction élevé des travailleurs à l'égard de leur emploi – notamment en termes de sécurité d'emploi (plus de 70 % des travailleurs se déclarant satisfaits ou très satisfaits selon une enquête de l'OCDE).

Le triangle d'or de la flexicurité au Danemark



Christine Erhel, *Les politiques de l'emploi*, PUF, 2014.

- Définir.** Qu'est-ce que la « flexicurité » ?
- Expliquer.** Pourquoi le triangle d'or danois est-il un bon exemple de flexicurité ?
- Analyser.** Quel est l'intérêt pour les travailleurs d'associer flexibilité et sécurité ? Et pour les employeurs ?

VIDÉO

Danemark : le pays du plein-emploi, France Info.

Faire le point

Sur quel type de flexibilité les mesures suivantes jouent-elles ?

- La création du statut de micro-entrepreneur
- la décision de négocier les primes d'ancienneté au sein des entreprises et non plus par branches
- la suppression d'une autorisation administrative de licenciement
- la limitation des contraintes encadrant le travail de nuit.

Vers le bac

EC Partie 3. Comment la flexibilité du travail peut-elle réduire le chômage ?

LA « FLEXISÉCURITÉ » À LA FRANÇAISE

Le terme de « flexisécurité » désigne un dispositif social autorisant une plus grande facilité de licenciement pour les entreprises (volet flexibilité) et des indemnités généreuses pour les salariés au chômage et des politiques actives visant à former les chômeurs (volet sécurité). Ce « triangle d'or » a inspiré ces dernières années l'orientation des politiques affectant le marché du travail en France.

1

Les principales mesures de flexibilité et sécurité en France en quelques dates

FLEXIBILITÉ	SÉCURITÉ
<p>2008 Adoption du dispositif de « rupture conventionnelle ». Il autorise une séparation à l'amiable entre un employeur et un salarié, qui peut ensuite percevoir des indemnités chômage</p> <p>2013 Loi de sécurisation de l'emploi (LSE) – simplifie le recours au licenciement économique collectif – réduit les délais durant lesquels un salarié peut contester son licenciement</p> <p>2015 Loi Macron sur l'extension du travail du dimanche.</p> <p>2016 Loi Travail¹ – élargit les conditions dans lesquelles un employeur peut procéder à un licenciement économique – L'accord de maintien de l'emploi permet à l'employeur d'appliquer des mesures temporaires sur la durée du travail, l'organisation des horaires, la rémunération, etc. en conservant l'emploi des salariés concernés pendant la durée de l'accord.</p> <p>2017 Les « ordonnances Macron » – Les caractéristiques des CDD sont maintenant fixées par accords de branche, et non plus par la loi. – Un « CDI de projet » est créé pour permettre la mise en œuvre d'un projet précis de durée indéfinie. – Les indemnités prud'homales sont plafonnées (sauf en cas de harcèlement ou de discrimination), pour limiter le coût d'un conflit avec un salarié pour les employeurs. – Une partie des négociations salariales peuvent se faire au niveau de l'entreprise, et plus seulement par accord de branche.</p> <p>2018 Loi avenir professionnel – Durcissement du contrôle des chômeurs pour accélérer le retour à l'emploi.</p>	<p>2013 Loi de sécurisation de l'emploi (LSE) – droit à une mutuelle prise en charge par l'entreprise dans le privé. – droit à 20 heures de formation par an, via, le compte personnel de formation (CPF). – possibilité de prendre un congé sans solde pour découvrir un emploi dans une société différente, avec l'assurance de retrouver son poste en cas de retour.</p> <p>2016 Loi Travail – création du compte personnel d'activité (CPA) composé du compte personnel de formation (CPF), du compte professionnel de prévention de la pénibilité (C2P) et du compte d'engagement citoyen (CEC). Droits et sécurités attachés à la personne dans un contexte d'évolutions technologiques. – droit à la déconnexion : principe selon lequel un salarié est en droit de ne pas être connecté aux outils numériques professionnels en dehors des horaires de travail.</p> <p>2017 Les « ordonnances Macron » – Les indemnités légales de licenciement sont augmentées de 25 % jusqu'à 10 ans d'ancienneté. – Le recours au télétravail est facilité, et le droit pour un salarié en télétravail est le même que pour l'ensemble des salariés (notamment pour les accidents du travail).</p> <p>2019 Réforme de l'assurance chômage – Extension des droits aux indépendants et aux salariés ayant démissionné, sous conditions. – Système de « bonus-malus » sur les cotisations sociales des entreprises selon le type de contrat.</p>

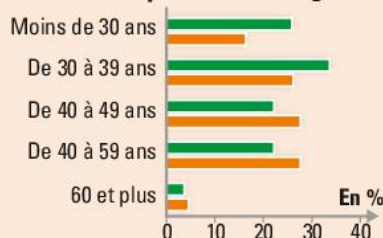
1. Loi relative « au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels » dite parfois Loi El Khomri.

2

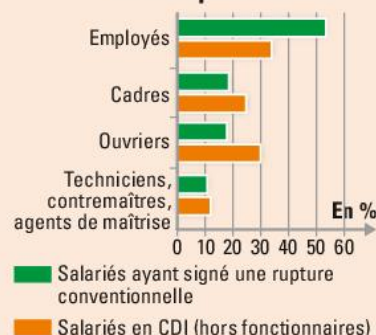
Les ruptures conventionnelles

En vigueur depuis juin 2008, la rupture conventionnelle individuelle permet à un employeur et à un salarié de rompre un contrat à durée indéterminée (CDI) d'un commun accord, ouvrant droit pour le salarié à une indemnité de rupture et, le cas échéant, aux allocations-chômage. En 2018, 437 700 ruptures conventionnelles ont été homologuées par les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Directe) [...]. Leur nombre a ainsi progressé de 3,9 %. Cette hausse est moins soutenue qu'en 2017, où le nombre d'homologations avait augmenté de 8 %.

Les ruptures conventionnelles en 2018 par tranche d'âge



Les ruptures conventionnelles en 2018 par PCS



Champ : France entière.

Lecture : En 2018, 33,6 % des salariés qui ont signé une rupture conventionnelle ont entre 30 et 39 ans, alors qu'ils représentent 26 % des salariés en CDI.

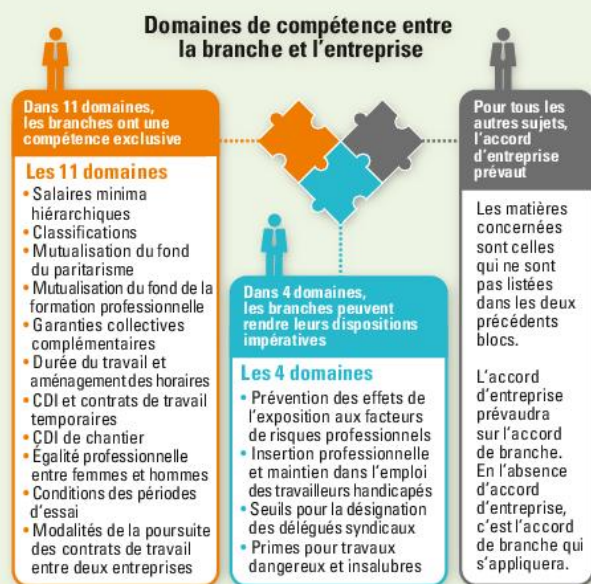
Anthony Bouvier, « Les ruptures conventionnelles individuelles en 2018 », *DARES Résultats*, 2019.

3

Branche ou entreprise ? Une modification de la philosophie du dialogue social

Un **accord de branche** est un accord conclu entre un ou plusieurs groupements d'entreprises appartenant à un même secteur d'activité et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives. Son contenu porte sur les conditions de travail et d'emploi ainsi que sur les garanties sociales accordées aux salariés. En principe, un accord de branche ne s'impose qu'aux employeurs adhérant à l'une des organisations patronales signataires du texte.

Les ordonnances Macron donnent la suprématie à l'accord d'entreprise dans certains domaines afin qu'elles puissent s'adapter à leur environnement. Dans d'autres domaines, c'est l'accord de branche qui prévaut.



VIDÉO

La France peut-elle adopter la flexisécurité ? Decod'éco.

► Exploiter les documents

- 1 Quels sont les principaux objectifs des différentes mesures de flexibilité et de sécurité ? (**Document 1**)
- 2 Pourquoi a-t-on créé la rupture conventionnelle individuelle ? (**Document 2**)
- 3 Expliquez la différence entre un accord de branche et un accord d'entreprise. (**Document 3**)
- 4 En quoi les accords d'entreprise modifient-ils la conception du dialogue social ? En quoi cela va-t-il dans le sens de plus de sécurité ? de plus de flexibilité ? (**Document 3 et 4**)
- 4 Montrez que la philosophie de la flexisécurité européenne rejoint la logique des « capacités ». En quoi le modèle français de flexisécurité s'inscrit-il dans les recommandations européennes ? Sur quels aspects semble-t-il plus inachevé ? (**Document 4**)

4

La flexisécurité : une conception spécifique des relations sociales

La flexicurité bouleverse l'approche traditionnelle de la protection de l'emploi : elle préconise de basculer d'une logique de protection de l'emploi (logique de statuts) à une logique de protection dans l'emploi (logique de parcours professionnels). [...]

La méthode de la flexicurité retenue par l'Union européenne est celle de la négociation par les partenaires sociaux. Comme le souligne la communication de la Commission européenne, « les politiques intégrées de flexicurité se retrouvent souvent dans les pays où le dialogue social – et surtout la confiance – entre les partenaires sociaux, mais aussi entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics, jouent un rôle important. [...] Les États membres [...] sont parvenus à un consensus selon lequel les politiques de flexicurité peuvent être conçues et mises en œuvre à travers quatre composantes politiques :

– premièrement, « souplesse et sécurisation » [...] – deuxièmement, des stratégies globales d'apprentissage tout au long de la vie sont élaborées pour garantir une capacité d'adaptation et une aptitude à l'emploi permanente des travailleurs, en particulier des plus vulnérables. – troisièmement, des politiques actives du marché du travail efficaces sont mises en place permettant aux individus de faire face aux changements rapides, de réduire les périodes de chômage et de faciliter les transitions vers de nouveaux emplois. – enfin, des systèmes de sécurité sociale modernes qui fournissent une aide au revenu adéquate, encouragent l'emploi et facilitent la mobilité sur le marché du travail sont organisés. Cela suppose une large gamme de prestations de protection sociale telles que les indemnités chômage, pensions et soins de santé, permettant aux individus de concilier leur travail et leurs responsabilités privées et familiales telles que la garde d'enfants.

Christophe Dumez, *La flexisécurité, une quête des relations sociales au xx^e siècle*, Éditions universitaires européennes, 2014.

En 2007, la Commission européenne énonce les principes d'une politique commune de « flexicurité ». L'objectif est de renforcer conjointement la flexibilité économique et la

réussite des « changements (les « transitions ») dans la vie : entre le système éducatif et le monde du travail, entre les emplois, entre le chômage ou l'inactivité et le travail, entre le travail et la retraite. [...] Il s'agit de faciliter la progression des travailleurs vers de meilleurs emplois, de favoriser la « mobilité ascendante » et le développement optimal des talents » (Commission européenne, 2007).



Vers le bac

EC **Partie 3.** Présentez les objectifs de la flexisécurité à la française et ses limites.

Les politiques de formation : y a-t-il une solution miracle ?

Doc 1 Les différents effets des politiques de formation sur le chômage

	Effet <i>ex ante</i>	Effet de <i>lock-in</i>	Effet <i>ex post</i>
Explication de l'effet	La mise en place d'une formation obligatoire pour les chômeurs dans le cadre d'une politique d'activation va avoir une incidence sur le comportement des chômeurs avant le début de la formation : – un effet « menace » (les chômeurs ne souhaitent pas suivre la formation et vont essayer d'y échapper) – un effet « anticipation » (les chômeurs savent qu'ils vont partir en formation et ne se considèrent pas comme disponibles immédiatement pour reprendre un emploi).	Cet effet se produit pendant que le chômeur est en formation : il y a un effet d'enfermement , puisque l'individu a moins de temps à consacrer à sa recherche d'emploi et attend d'avoir fini sa formation en espérant que cela lui permettra d'accéder à un emploi de meilleure qualité.	Une fois la formation achevée, on peut regarder son impact sur la probabilité de sortir du chômage. Grâce à la formation, le chômeur est normalement plus productif et envoie un signal positif à son futur employeur. Il peut le conduire à être plus exigeant sur son futur emploi (notamment en termes de salaire) et donc le maintenir plus longtemps au chômage. Le chômeur peut subir un effet stigmatisation : les employeurs peuvent supposer que seuls les moins productifs ont besoin d'une formation, ce qui envoie alors un signal négatif.
Impact sur la recherche et le retour à l'emploi des chômeurs	Ambigu : « l'effet menace » intensifie la recherche d'emploi alors que l'effet d'anticipation la ralentit.	Négatif	Ambigu, l'effet productivité n'accélère pas forcément le retour à l'emploi alors que l'effet stigmatisation le limite.

Marc Ferracci, *Évaluer la formation professionnelle*, Presses de Sciences Po, 2013.

Doc 2 L'importance de l'apprentissage précoce

Durant les premières années de la vie, l'environnement exerce, par un effet boule de neige, une influence prépondérante sur les capacités d'un individu. Une amélioration des capacités aux plus jeunes âges augmente les capacités futures. [...] C'est l'inverse qui se produit si les capacités se détériorent très tôt. Par exemple [...] une moindre volonté d'apprendre qui se traduit par un plus faible investissement dans l'apprentissage sous toutes ses formes, et qui peut donner le sentiment d'une moindre capacité cognitive et conduire à une perte de confiance en soi et donc, à une baisse de la capacité à apprendre. Pour cette raison, il est parfois très difficile d'améliorer la formation des jeunes adultes ayant connu l'échec scolaire très tôt : il ne faut pas seulement leur apporter des connaissances nouvelles, il faut aussi leur apprendre à apprendre et trouver les moyens de les convaincre qu'il est possible et utile d'apprendre. En revanche, les interventions précoces, [...] se traduiront ainsi par de meilleures performances et des situations personnelles plus favorables, tout au long de la vie. [...] Par exemple, un enfant de moins de 12 ans peut apprendre une langue étrangère et la parler facilement sans accent, alors que cet objectif est pratiquement impossible à atteindre lorsque la langue est apprise à l'âge adulte. [...] Roland G. Fryer est un Afro-Américain, devenu le plus jeune professeur afro-américain de l'Université de Harvard. [...] Il a étudié de près l'influence des performances cognitives et non cognitives aux États-Unis en fonction de l'origine ethnique [et] a montré qu'à l'âge de 8 à 9 mois, tous les enfants, noirs ou blancs, obtiennent les mêmes scores aux tests de QI, quelle que soit leur origine. Mais, dès l'âge de 2 ans, les jeunes blancs obtiennent de meilleurs résultats que les jeunes noirs et les jeunes hispaniques. [...] Ces écarts de performance continuent à persister au fil des années, et se creusent même lentement jusqu'au secondaire et ce, dans tous les domaines (mathématiques, lecture, etc.). [...] Parmi les enfants défavorisés, ceux qui appartiennent aux groupes les plus fragiles ont besoin d'un soutien renforcé durable, allant au-delà des toutes premières années de la vie. Tout ne s'arrête pas à l'âge de 5 ans.

Stéphane Carcillo, *Des compétences pour les jeunes défavorisés*, Presses de Sciences Po, 2016.

Étape 1 Analyser les documents

Doc 1

- 1 Comment distingue-t-on les effets *ex ante*, de *lock-in* et *ex post* ?
- 2 Pourquoi l'effet *ex ante* est-il ambigu sur la recherche d'emploi des chômeurs ?
- 3 La formation des chômeurs favorise-t-elle leur reprise d'emploi ?

Doc 2

- 4 Qu'appelle-t-on l'apprentissage précoce ?
- 5 Expliquez la phrase soulignée.
- 6 L'apprentissage précoce est-il une politique de formation suffisante pour accumuler du capital humain ?

Étape 2 Vers le bac

À quelles conditions la formation des chômeurs est-elle efficace ?

Activité 2

Notions:
Chômage structurel

Faire une recherche documentaire et préparer un exposé

Peut-il y avoir « zéro chômeur » ?

Doc 1 L'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée »

1^{re} étape, 2016-2021 : 10 premiers territoires expérimentaux
Ces territoires ont pour mission centrale de préparer le nouveau mode de financement de l'emploi pour la 2^e étape.

2^e étape, dès 2017 : mobilisation des territoires volontaires pour entrer dans l'expérimentation et préparation de ces territoires en vue de l'extension.

3^e étape : création par la loi d'un droit d'option

Les territoires expérimentaux apportent une expérience suffisante pour qu'un cahier des charges assez complet permette de promulguer une loi donnant un « droit d'option » à tout territoire qui serait en mesure de respecter ce cahier des charges.

« Les fondements [du territoire zéro chômeur] », TZCLD.fr

Objectif	Proposer à tous les chômeurs de longue durée volontaires présents depuis plus de 6 mois dans le territoire un emploi à durée indéterminée , adapté à leurs savoir-faire et à temps choisi. Le projet repose sur l'absence totale de sélection.
Principe	Financer ces emplois supplémentaires par le travail fourni et en réorientant les coûts de la privation d'emploi vers ce marché du travail nouveau et complémentaire. S'appuyer sur des Entreprises à but d'emploi (EBE) , conventionnées pour créer des CDI au SMIC, à temps choisi.
Préalable	Partir des savoir-faire, des projets et de la capacité d'initiative des demandeurs d'emploi. Répondre aux besoins locaux non satisfaits. Ne pas se substituer aux emplois existants. Ne pas entrer en concurrence avec les entreprises locales et favoriser le développement économique et la coopération.

Territoire zéro chômeur longue durée, Livret de présentation, 2019.

Doc 2 Le rôle des entreprises d'insertion

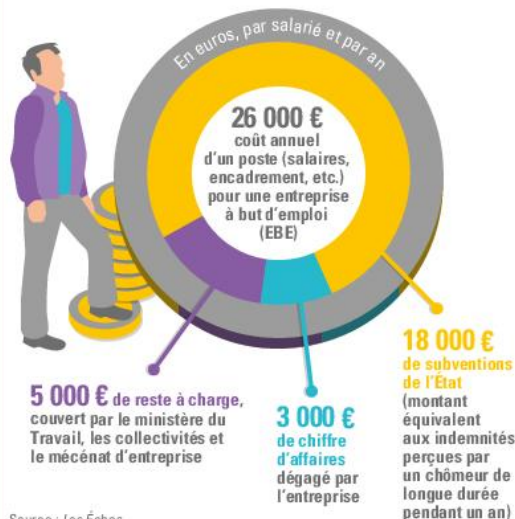


Emploi : une expérimentation « territoire zéro chômeur » en cours à Mauléon, France Info.

Une entreprise d'insertion est une entreprise à part entière qui se distingue des autres entreprises par sa finalité car, au-delà de sa vocation économique, l'entreprise d'insertion ou l'entreprise de travail temporaire d'insertion est porteuse d'un projet social visant l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.



Comment sont financés les postes créés



Source : Les Échos

Étape 1 Analyser les documents

- 1 Comment fonctionne l'expérimentation « territoires zéro chômeurs de longue durée » ?
- 2 À quoi servent les entreprises d'insertion ?
- 3 Quel type de chômage est combattu par ce type de politiques ?

Étape 2 Faire une recherche documentaire

- 1 Recherchez des données sur le nombre d'embauches permis par l'expérimentation territoire zéro chômeurs de longue durée.
- 2 En vous aidant des données mises à disposition sur le site de la Fédération des entreprises d'insertion, mettez-vous en groupe pour rechercher et présenter des chiffres sur le poids économique de ces entreprises.

Étape 3 Vers le bac

- 1 **ÉCRIT** Rédigez un paragraphe pour expliquer les causes du chômage de longue durée.
- 2 **ORAL** Préparez un exposé de 5 minutes sans support écrit pour présenter le rôle de l'État dans la lutte contre le chômage des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Comment lutter contre le chômage ?

L'essentiel en 5 points

Le **chômage** regroupe les individus prêts à travailler et en recherche d'emploi. Il existe plusieurs moyens de compter les chômeurs et la présence d'un **sous-emploi** rend plus compliqué la mesure.

Les fluctuations de l'activité économique expliquent le **chômage conjoncturel** : l'absence de débouchés anticipés conduit les employeurs à licencier et/ou à limiter l'embauche. Les **politiques de relance** de la demande permettent de limiter cette hausse du chômage.

La présence d'institutions encadrant le marché du travail peut créer un **chômage classique** ou un **chômage volontaire**. Il s'agit d'abaisser le coût du travail et d'inciter à la reprise du travail.

Les **politiques de flexibilisation**, qui visent à fluidifier et à simplifier le fonctionnement du marché du travail, peuvent faciliter l'embauche et **limiter le chômage de longue durée**, mais créent des inégalités.

L'information imparfaite ou les problèmes d'appariement vont créer un **chômage frictionnel** ou un **chômage d'inadéquation**. Les politiques de formation des chômeurs sont une solution pour lutter contre ce chômage.

1 La mesure du chômage et du sous-emploi

a. La mesure du chômage

DOSSIER 1 A

- Le **chômage** désigne au sens du BIT les personnes de 15 ans ou plus, sans emploi lors d'une semaine de référence, disponible pour occuper un emploi dans les 15 jours et recherchant activement un emploi.
- Administrativement, les chômeurs sont les **demandeurs d'emploi en fin de mois**, comptabilisés par Pôle Emploi et regroupés en 5 catégories.

b. La mesure du sous-emploi

DOSSIER 1 B

- Le **sous-emploi** regroupe les personnes ayant un emploi à temps partiel souhaitant travailler plus, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude. Elles font partie du « **halo du chômage** » au sens large.
- Certaines catégories sont plus exposées que d'autres au sous-emploi.

2 Les différents facteurs explicatifs du chômage

a. Les conséquences des fluctuations sur le chômage

DOSSIER 2 A

- Lorsque la **demande anticipée**, c'est-à-dire les débouchés attendus par les entreprises, est faible, les producteurs ne sont pas incités à produire plus. Cela réduit les embauches et augmente les licenciements. On parle alors de **chômage keynésien**.
- Dans ce cas, le chômage est qualifié de **conjoncturel**, lié aux variations conjoncturelles de la demande globale. La **loi d'Okun** met en évidence la corrélation négative entre variation du chômage et variation du PIB.

b. Les effets des caractéristiques du marché du travail sur le chômage structurel

DOSSIERS 2B, C ET D

- Il existe aussi un **chômage structurel**, qui s'explique par les structures du marché du travail et qui peut avoir plusieurs origines.
- Une partie de ce chômage vient du **coût du travail**. Le **chômage classique** renvoie au cas où le coût unitaire du travail est supérieur à la **productivité du salarié**.
- Il peut aussi s'expliquer par l'absence de rencontre immédiate entre offre et demande de travail. Cela tient à la **qualité de l'appariement**, c'est-à-dire la facilité qu'ont les entreprises à remplir un poste vacant et celle qu'a un chômeur de trouver un emploi correspondant à ses attentes. Le **chômage d'inadéquation** découle d'un mauvais appariement. La **courbe de Beveridge** permet de le représenter.
- L'**information imparfaite** peut engendrer des difficultés de rencontre entre offre et demande de travail : les chômeurs ne connaissent pas tous les emplois disponibles et doivent prendre le temps de chercher le poste qui leur correspond le mieux. On parle alors de **chômage frictionnel**.

Mots-clés

Le « **halo du chômage** » est constitué de l'ensemble des individus proches du chômage mais non considérés comme chômeurs. Cela rend compte de la porosité de la frontière entre chômage, et inactivité.

Le **coût du travail** représente la totalité des coûts supportés par l'employeur, c'est-à-dire la somme du salaire net, des cotisations sociales et des coûts annexes au travail (coûts d'embauche, de prospection, de licenciement, de formation, etc.).

Le terme de « **trappe** » est utilisé pour mettre en évidence une situation dont les individus ont du mal à sortir. Une **trappe à inactivité** renvoie ainsi au cas où les individus s'enferment dans l'inactivité faute d'incitation à la reprise d'emploi, alors qu'une **trappe à bas salaire** illustre l'absence d'incitation pour les employeurs à augmenter la rémunération de certains travailleurs.

La **flexibilité du marché du travail** signifie l'absence de rigidités (notamment institutionnelles). Cela permet d'adapter plus facilement la quantité de travail et sa rémunération aux variations de l'activité économique.

Les **effets d'hystérèse** permettent de mettre en évidence les interdépendances entre chômage conjoncturel et chômage structurel. Une hausse ponctuelle du chômage suite à une crise peut se révéler durable si les chômeurs ne parviennent pas à retrouver facilement un emploi.

Les **politiques passives** du marché du travail visent au maintien du revenu des chômeurs. Les **politiques actives** ont pour objectif d'augmenter l'emploi des bénéficiaires, leur niveau de formation, ou encore d'améliorer le fonctionnement global du marché du travail.

La théorie de la **segmentation du marché du travail** postule la coexistence de plusieurs marchés fonctionnant avec des règles différentes, ce qui peut occasionner des inégalités entre les salariés.

► Les asymétries d'information peuvent également avoir un impact sur le niveau de chômage : si les travailleurs n'envoient pas des **signaux de leur productivité** aux employeurs, ils ne seront pas embauchés. Dans la théorie du **salaire d'efficacité**, les employeurs fixent un niveau de salaire plus élevé pour inciter les salariés à être productifs.

c. Le rôle des institutions sur le niveau de chômage structurel

DOSSIER 2 E

► L'État fixe des **règles encadrant le fonctionnement du marché du travail**. Ainsi, l'existence d'un salaire minimum ou des règles d'embauches rigides peuvent favoriser le chômage.

► L'État peut également participer au développement d'un **chômage volontaire** lorsque les chômeurs utilisent les allocations-chômage pour se former ou pour chercher un emploi plus longtemps. Dans certains cas, l'écart de revenu entre les minima sociaux et le salaire perçu lors d'une reprise d'emploi maintient les individus dans une **trappe à inactivité**.

► Enfin, certaines règles peuvent limiter la **flexibilité du marché du travail**, ce qui peut empêcher les entreprises d'ajuster rapidement les effectifs salariés à leurs besoins et donc limiter les flux entre emploi et chômage.

3 Répondre aux différents types de chômage

a. La lutte contre le chômage conjoncturel et classique

DOSSIER 3 A

► Comme le chômage keynésien découle d'un déficit de demande sur le marché des biens et services, une **politique budgétaire de relance** peut inciter les entreprises à embaucher pour répondre à ces débouchés supplémentaires.

► Cette **politique conjoncturelle** peut également éviter les **effets d'hystérèse**. En effet, si la récession se prolonge, le chômage conjoncturel peut se transformer en chômage structurel.

► La **réduction du coût du travail** est le principal levier de lutte contre le chômage classique. Elle passe principalement par la **réduction des cotisations sociales**. Elles peuvent cependant engendrer des effets pervers, comme les **trappes à bas salaires**.

b. Les politiques actives pour un retour des chômeurs à l'emploi

DOSSIER 3 B

► Si les **politiques passives** d'emploi sont toujours très importantes, les économies engagent de plus en plus de **politiques actives** ou « **politiques d'activation** » pour encourager les chômeurs à retrouver un **emploi**.

► Les **politiques d'accompagnement des chômeurs** permettent de lutter contre le chômage frictionnel. En les aidant à trouver des postes correspondant à leur qualification, on réduit le temps moyen passé à chercher un emploi.

► Les **politiques de formation des chômeurs** luttent contre le chômage d'inaadaptation. On encourage ainsi la **mobilité professionnelle** et le développement de nouveaux secteurs de production.

c. La flexibilisation du marché du travail

DOSSIER 3 C

► Les **politiques de flexibilisation du marché du travail** ont pour but de favoriser la création d'emplois. La flexibilité externe du marché du travail est surtout favorable à la hausse du taux d'emploi. La flexibilité interne du travail permet de jouer sur le temps de travail ou la polyvalence pour adapter le travail aux besoins de l'entreprise, ce qui peut rendre le travailleur plus productif.

► La hausse de la flexibilité peut conduire à une hausse de la précarité et à une dégradation des conditions de travail. Cela engendre également une **segmentation du marché du travail**, qui peut être responsable d'une hausse des inégalités et de la pauvreté : on parle de **travailleurs pauvres**, lorsque les revenus du travail de ces actifs occupés sont inférieurs au seuil de pauvreté.

► Les **politiques de flexisécurité** essaient de concilier les avantages de la **flexibilité** du marché du travail avec une forte **protection des salariés**.

Ne pas confondre

Taux d'emploi et taux de chômage

Tandis que le **taux d'emploi** rapporte le nombre de personnes en emploi aux personnes en âge d'avoir un emploi (généralement les 15-64 ans), le **taux de chômage** rapporte le nombre de personnes au chômage aux personnes actives.

Sous-emploi au sens de l'Insee et équilibre de sous-emploi

Au sens statistique pour l'Insee, le **sous-emploi** correspond à la situation d'individus en emploi souhaitant travailler davantage. Au sens de Keynes, l'**équilibre de sous-emploi** est une situation où une partie des individus souhaitant travailler et prêts à travailler au salaire du marché ne trouvent pas d'emploi, faute de débouchés anticipés par les entreprises.

Chiffres clés



7,9% : c'est le taux de chômage en France au quatrième trimestre 2019.



La part des contrats à durée déterminée dans l'emploi total **a doublé** entre 1982 et 2018.



Les politiques de réduction de cotisations sociales devraient représenter une dépense de l'État proche de **55 Mds** d'euros en 2019.



« Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein-emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. »

John Maynard Keynes (1883-1946), économiste britannique.

COMMENT LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE ?

QUOI ?

- BIT** →
- Chômeur :**
- ✓ Personne de 15 ans ou plus
 - ✓ Sans emploi lors d'une semaine de référence
 - ✓ Disponible pour occuper un emploi dans les 15 jours
 - ✓ Recherchant activement un emploi



Plusieurs façons de compter les chômeurs

PÔLE EMPLOI →

Chômeur : Demandeur d'emploi en fin de mois



Le **sous-emploi** complique la mesure du chômage dans une économie.
"Halo du chômage"

C'est limite avec mon temps partiel.



J'aimerais tellement avoir un temps plein !

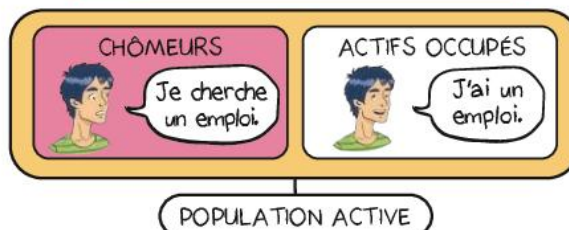
D'un point de vue économique :

Chômage : Déséquilibre entre l'offre (O) et la demande (D) sur le marché du travail

$$D < O$$



Taux de chômage : Proportion de chômeurs dans la population active



POURQUOI ?

Chômage conjoncturel

La demande anticipée est trop faible, nous n'allons pas produire davantage, voire même produire moins.



Nous n'embaucherons pas, voire même nous allons licencier.

Chômage Keynésien

- ✓ Lié aux variations conjoncturelles de la demande globale

Chômage structurel

- ✓ Lié à l'intervention de l'État sur le marché du travail

- ✓ Salaire minimum
- ✓ Allocation chômage "Trappe à inactivité"
- ✓ Mesures limitant la flexibilité du marché du travail

- ✓ Lié à la structure du marché du travail

- ✓ Coût unitaire de travail > productivité individuelle
Chômage classique
- ✓ Mauvaise qualité d'appariement
Chômage d'inadéquation
- ✓ Information imparfaite
Chômage frictionnel
- ✓ Asymétrie d'information

COMMENT LUTTER ?

Politique de relance de la demande

de la demande → Hausse de la production
Ex : hausse des dépenses publiques



Il me faudrait de nouvelles routes !

Embauche

Chômage

- ✓ Effet multiplicateur

- ✓ Évite l'effet d'hystérèse

Réduction du coût du travail



Hop, on diminue les cotisations sociales !

On réduit les coûts pour l'employeur mais non les gains des salariés.

Politique active d'emploi

But : encourager les chômeurs à retrouver un emploi

- ✓ Accompagnement des chômeurs
- ✓ Incitation monétaire à retrouver un emploi
- ✓ Formation des chômeurs

⚠ Trappe à bas salaires

Flexibilisation du marché du travail

- Permet la variation :
- ✓ Des horaires
 - ✓ Des salaires
 - ✓ Des effectifs

⚠ Précarité, dégradation des conditions de travail, Segmentation

- ✓ Flexisécurité

1 Vérifier des affirmations

Vrai ou faux ?

- a.** Le taux de chômage mesure le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs occupés.
- b.** Le taux d'emploi mesure le rapport entre le nombre d'actifs occupés et la population totale en âge de travailler.
- c.** Le halo du chômage comprend tous les inactifs et les chômeurs.
- d.** Le sous-emploi mesure l'ensemble des actifs occupés qui souhaiteraient travailler plus et sont donc en temps partiel subi ou au chômage technique (ou chômage partiel).
- e.** Les politiques de relance budgétaire permettent de lutter contre le chômage keynésien.
- f.** Le coût du travail pour l'entreprise ne se limite pas au salaire brut du salarié.
- g.** Des coûts du travail trop élevés sont responsables du chômage classique.
- h.** L'augmentation de la productivité des salariés permet de lutter contre le chômage classique.
- i.** La formation permet de lutter contre le chômage keynésien.

2 Définir les principales notions

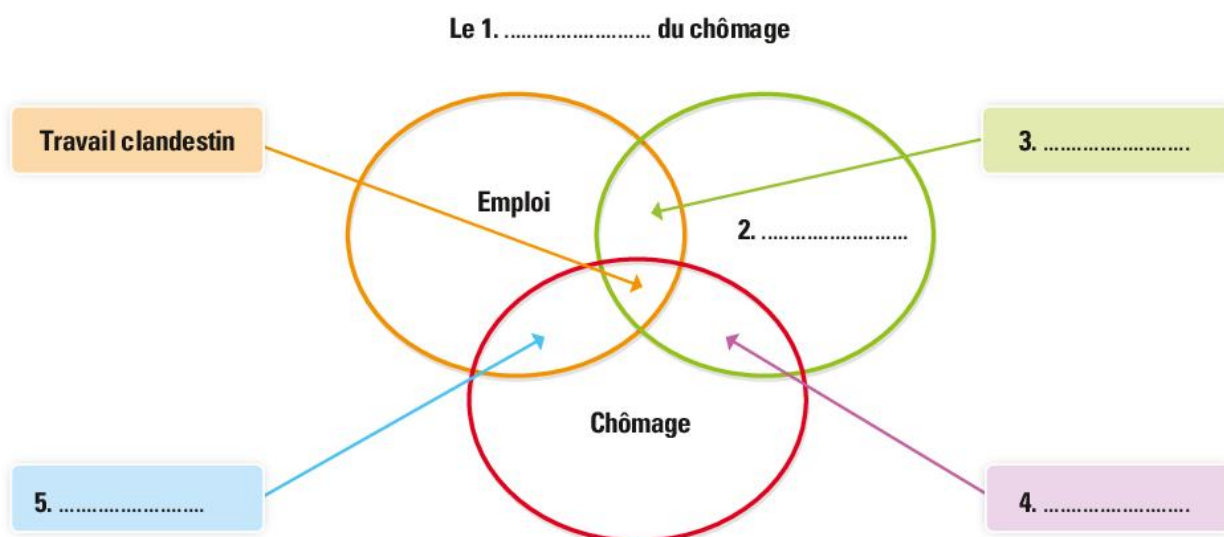
Retrouvez la ou les bonne(s) réponse(s).

- 1. Le chômage volontaire :**
 - a.** résulte selon les néoclassiques d'un refus du travailleur de travailler pour le salaire d'équilibre par préférence pour le loisir.
 - b.** est une composante du chômage keynésien.
 - c.** peut dépendre du niveau des indemnités chômage qui affectent le salaire de réserve.
- 2. Le processus d'appariement :**
 - a.** renvoie au problème de l'adéquation entre l'offre et la demande de travail.
 - b.** peut être amélioré par une meilleure mobilité et formation des chômeurs.
 - c.** est le résultat d'un coût de travail trop élevé.
- 3. La lutte contre le chômage structurel :**
 - a.** se fait par des politiques actives d'accompagnement des chômeurs.
 - b.** peut passer par une incitation financière au retour à l'emploi.
 - c.** consiste à augmenter les revenus des ménages.
- 4. La flexibilité qualitative interne du travail :**
 - a.** passe par l'usage de contrats courts.
 - b.** permet de faire varier la durée du travail des salariés.
 - c.** peut permettre le maintien en emploi par l'usage du chômage partiel.

3 Compléter un graphique sur le chômage

Complétez le graphique ci-dessous à l'aide des termes suivants :

a. temps réduit volontaire **b.** temps réduit involontaire **c.** halo **d.** chômeurs découragés **e.** inactivité.



4 Compléter un schéma de synthèse du cours

Associez chacune des affirmations suivantes à une case numérotée du tableau.

1. Le chômage est involontaire puisqu'il est déterminé par le niveau d'emploi fixé par les entreprises. **2.** Rigidités du marché du travail (manque de flexibilité) **3.** Difficulté de ciblage des aides et coût élevé pour la collectivité : risque de mauvaise allocation des ressources **4.** Améliorer la capacité des institutions publiques et privées à informer les chômeurs et les entreprises pour améliorer l'appariement **5.** Les « formes particulières d'emploi » (CDD, intérim, apprentissage, stages et contrats aidés) remettent en question la norme de l'emploi à durée indéterminée, ce qui

participe à la précarisation de l'emploi et à la vulnérabilité des actifs. **6.** Pour les néoclassiques, c'est l'ajustement des salaires à la baisse qui doit permettre de réduire le chômage (l'écart entre l'offre de travail des travailleurs et la demande de travail des entreprises). **7.** Importance de l'effet multiplicateur de l'investissement pour que la politique budgétaire ait un impact accru sur la demande effective **8.** La mesure du chômage est une construction statistique et en cela est une convention.

La mesure du chômage et du sous-emploi	L'explication du chômage	Des politiques d'emploi différenciées
1 Deux mesures du chômage : <ul style="list-style-type: none"> – Les critères du BIT sur lesquels reposent les statistiques de l'Insee. – Les catégories administratives du Pôle Emploi qui distingue 5 catégories de chômage (A, B, C, D, E). – Les écarts de mesure entre la catégorie A et celle du BIT. 	3 Le chômage conjoncturel ou keynésien <ul style="list-style-type: none"> – Il résulte d'une dégradation de la conjoncture notamment à la suite d'une crise. – Pour John Maynard Keynes, il résulte d'une insuffisance de la demande effective dans l'économie qui réduit le niveau de production et donc d'emploi des entreprises. – Loi d'Okun : le chômage augmente lorsque la production est en deçà de son niveau potentiel. 	6 La lutte contre le chômage keynésien : <ul style="list-style-type: none"> – Politiques budgétaires de relance de la consommation et de l'investissement – Politiques monétaires de relance par la baisse des taux d'intérêt – Politiques d'investissement public
2 Le sous-emploi et le « halo du chômage » : <ul style="list-style-type: none"> – Frontières plus floues entre l'emploi, l'inactivité et le chômage involontaire – Développement d'un « halo » du chômage – Progression des formes atypiques d'emploi (emploi précaire et à temps partiel) – Développement du sous-emploi (chômage partiel et temps partiel « subi » ou technique) – Dégradation des conditions d'emploi du fait de l'incertitude des contrats 	4 Le chômage classique <ul style="list-style-type: none"> – Les entreprises n'embauchent pas car le coût du travail est trop élevé par rapport à la productivité marginale du travail. – Le coût du travail peut être renchéri par l'existence d'un salaire minimum ou des protections de l'emploi. – Le chômage classique peut avoir une dimension conjoncturelle (dégradation de la rentabilité) mais est le plus souvent structurel (rôle des institutions). 	7 La lutte contre le chômage classique <ul style="list-style-type: none"> – Réduction du coût du travail, et principalement des cotisations sociales par des politiques d'exonérations de charges sociales – La baisse du coût du travail favorise l'embauche des travailleurs moins qualifiés et soutien leur demande. – Risque de constitution d'une « trappe à bas salaire » et de freiner le processus de destruction créatrice.
	5 Le chômage structurel <ul style="list-style-type: none"> – Il reflète des déséquilibres à long terme reflétant notamment des asymétries d'information. – Temps mis par un salarié pour occuper un poste vacant (chômage frictionnel) – Faible incitation à la reprise d'emploi du fait du niveau des aides sociales aux chômeurs (chômage volontaire). – Mauvais appariement entre la demande de travail et les qualifications des actifs (chômage d'inadéquation). 	8 La lutte contre le chômage structurel <ul style="list-style-type: none"> – Améliorer la mobilité géographique et professionnelle. – Accompagner, informer mais aussi contrôler les chômeurs – Développer la formation des chômeurs – Trouver des incitations pour réduire la « trappe à pauvreté ou inactivité » – Flexibiliser le marché du travail – Développer la formation tout au long de la vie

5 Maîtriser le vocabulaire

Associez chacun des termes suivants à sa définition.

- | | | | | |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 1. Sous-emploi | 2. Emploi atypique | 3. Halo du chômage | 4. Chômage volontaire | 5. Chômage involontaire |
| 6. Trappe à inactivité ou à pauvreté | 7. Chômage frictionnel | 8. Chômage d'inadéquation | 9. Aléa moral | |

a. Selon les classiques, chômage lié au refus des individus de travailler pour le salaire d'équilibre jugé trop bas par rapport à leur salaire de réserve. **b.** Chômage transitoire lié au temps de recherche nécessaire au chômeur pour trouver un autre emploi ou rentrer sur le marché du travail. **c.** Résultat d'une insuffisante incitation à la reprise d'emploi lorsque l'écart entre les revenus sociaux et le revenu du travail est trop faible. **d.** Emploi qui n'est ni à temps plein, ni à durée indéterminée (avec un employeur unique). **e.** Situation où les compétences de la main-d'œuvre

disponible ne correspondent pas aux besoins des entreprises. **f.** Au sens large, fait que les frontières entre emploi, chômage et inactivité sont devenues plus floues. **g.** Insuffisance du niveau de production et par suite du niveau d'emploi fixé par les entreprises pour absorber toute la population active. **h.** Situation des actifs occupés qui souhaiteraient travailler plus d'heures parce qu'ils occupent un temps partiel involontaire ou sont en chômage partiel. **i.** Incertitude sur le comportement d'un agent après signature d'un contrat.

6 Distinguer les formes de flexibilité

Associez chaque situation ci-dessous à l'une des formes de flexibilité suivantes.

1. flexibilité quantitative externe

2. flexibilité quantitative interne

3. flexibilité fonctionnelle ou qualitative externe

4. flexibilité qualitative interne

a. Une entreprise décide de ne pas renouveler 50 % des contrats à durée indéterminée pour faire face au ralentissement de l'activité.

b. Une entreprise décide de licencier son cuisinier et de recourir aux services d'une entreprise de restauration.

c. Une entreprise annualise le temps de travail de ses cadres, c'est-à-dire, le définit sur l'ensemble de l'année et non par semaine.

d. Une entreprise fabriquant des ventilateurs demande à ses salariés de faire des heures supplémentaires au printemps et l'été pour répondre à la demande.

e. Un supermarché demande à ses caissières de mettre les produits en rayons lorsqu'il y a peu de clients.

f. Une entreprise met ses salariés en chômage partiel afin de les maintenir en poste dans la perspective d'une reprise de l'activité.

g. Une entreprise embauche des intérimaires supplémentaires pour faire face à une hausse de la demande qui lui est adressée.

h. Une entreprise réorganise ses ateliers de production pour répondre à une demande supplémentaire de certains de ses produits.

7 Compléter un tableau à partir de ses connaissances

Complétez le tableau suivant en vous demandant quels sont les objectifs (et donc à quel chômage on tente de répondre) et les effets pervers possibles des politiques d'emploi suivantes.

	Objectifs	Limites
a. Politiques de relance par la demande		
b. Politique de suivi individualisé des chômeurs		
c. Mise en place de contrats de travail de très courte durée avec des facilités de licenciement		
d. Réduction du montant des indemnités chômage et de la durée d'indemnisation		
e. Politique d'incitation des chômeurs à la mobilité géographique		
f. Politiques d'exonérations des cotisations sociales		
g. Mise en place de la prime d'activité		
h. Formation des jeunes peu diplômés		
i. Territoire « zéro chômeur »		
j. Développement de l'apprentissage		
k. Contrôle et sanctions des chômeurs		
l. Assouplissement des règles de rupture du CDI		
m. Baisse du Smic		

8 Représenter des enchaînements économiques

Utilisez les expressions suivantes pour construire un schéma montrant comment se fait la lutte contre le chômage keynésien.

a. baisse des prélèvements obligatoires **b.** hausse de l'investissement privé **c.** hausse des dépenses de consommation publiques **d.** baisse du taux d'intérêt **e.** hausse de la production **f.**

hausse des minima sociaux **g.** hausse des crédits **h.** hausse de la demande effective **i.** baisse du chômage **j.** hausse de l'investissement public.

Tout pour réviser

Le vocabulaire à maîtriser

Réalisez votre lexique de vocabulaire à partir des mots-clés suivant.

- Chômage au sens du BIT, au sens du Pôle Emploi
➡ Dossier 1A, p. 94
- Sous-emploi, halo du chômage, emploi typique / atypique, (ou « formes particulières d'emploi », emploi précaire, temps partiel volontaire / involontaire
➡ Dossier 1B, p. 96
- Emploi, inactivité, demande effective (anticipée), équilibre de sous-emploi, chômage involontaire, chômage conjoncturel ou keynésien, croissance potentielle, écart de production (*output gap*), loi d'Okun,
➡ Dossier 2A, p. 98
- Offre et demande de travail, salaire d'équilibre, chômage classique, coût du travail, chômage volontaire
➡ Dossier 2B, p. 100
- Appariement, inadéquation ➡ Dossier 2D, p. 104
- Salaire de réserve, salaire d'efficience, chômage structurel, segmentation du marché du travail, flexibilité du marché du travail ➡ Dossier 2E, p. 106
- Flexisécurité, trappe à inactivité ➡ Dossier 3C, p. 112

En première

- Chapitre 3 : aléa moral, asymétrie d'information, information imparfaite, sélection adverse,
- Chapitre 4 : politique budgétaire
- Chapitre 5 : politique monétaire

En seconde

- Chapitre 2 : productivité
- Chapitre 6 : taux d'activité, taux de chômage, taux d'emploi, formation, qualification

Ne pas confondre

Assurez-vous de bien maîtriser les phénomènes ou concepts suivants en vous entraînant à les distinguer.

- Chômage au sens du BIT / du Pôle Emploi
- Chômage classique / chômage keynésien / chômage structurel / chômage volontaire
- Chômage volontaire et involontaire
- Écart de production et croissance potentielle
- Emploi typique / atypique
- Flexibilité et flexisécurité
- Flexibilité quantitative interne et externe
- Politique active et passive d'emploi
- Salaire d'équilibre et équilibre de sous-emploi
- Salaire net et coût du travail
- Sélection adverse et aléa moral
- Sous-emploi et halo du chômage
- Taux d'activité et trappe à inactivité

Les schémas à retenir

Synthétisez vos connaissances dans des schémas ou des tableaux notamment sur les thèmes de la liste suivante. Appuyez-vous sur ceux proposés dans les dossiers de ce chapitre.

Le « halo du chômage » ➡ Dossier 1B, p. 96

Demande effective et équilibre de sous-emploi

➡ Dossier 2A, p. 98

Causes du chômage du point de vue de l'offre et de la demande ➡ Dossier 2B, p. 100

Distinction entre coût du travail, salaire brut et net

➡ Dossier 2B, p. 110

Les effets de l'information imparfaite sur le marché du travail

➡ Dossier 2D, p. 104

Les différentes formes de chômage ➡ Dossier 3A, p. 108

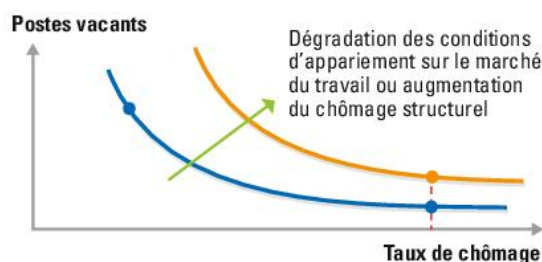
Les différentes formes de la flexibilité ➡ Dossier 3C, p. 110

Le triangle d'or de la flexisécurité ➡ Dossier 3C, p. 110

Le graphique à connaître

Vérifiez que vous êtes capable de refaire et d'expliquer le graphique suivant.

La courbe de Beveridge permet de montrer comment la dégradation des conditions d'appariement conduit à une présence importante d'emplois vacants alors que le nombre de chômeur est élevé.



Les théories à connaître

Assurez-vous que vous êtes capable de restituer les analyses suivantes.

- L'insuffisance de la demande effective et le chômage involontaire selon John Maynard Keynes
- L'analyse néoclassique du chômage volontaire et de l'impact d'un salaire minimum sur le chômage (Alfred Marshall, Arthur Cecil Pigou)
- La théorie du salaire d'efficience à propos de l'effet des asymétries d'information sur le niveau de chômage (Joseph Stiglitz, Carl Shapiro, Janet Yellen)
- La théorie de la segmentation du marché du travail entre marché primaire et marché secondaire (Peter Doeringer, Mickaël Piore)

Les mécanismes à comprendre

- La différence entre chômage au sens de l'Insee et du Pôle Emploi
- Les situations intermédiaires entre emploi, inactivité et chômage
- La différence entre la précarité et le sous-emploi
- Comment l'insuffisance de la demande effective peut créer une situation de chômage involontaire
- Pourquoi le chômage est-il volontaire dans l'approche du marché du travail néoclassique
- En quoi la hausse du coût du travail crée-t-elle un chômage classique
- Comment le salaire minimum peut-il créer du chômage classique
- Pourquoi l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail crée du chômage
- Comment les asymétries d'information sont-elles responsables du chômage
- Comment chaque type de politique d'emploi répond à chaque type de chômage
- Les mécanismes de la flexisécurité

Les problématiques possibles pour la partie 3 de l'EC ou la dissertation

- En quoi la mesure du chômage est-elle conventionnelle ?
- En quoi le chômage touche-t-il inégalement les actifs ?
- Comment expliquer le « halo du chômage » ?
- Les politiques de soutien à la demande globale permettent-elles de réduire le chômage ?
- Montrez que la diversité des chômeurs peut orienter les politiques de l'emploi.
- Dans quelle mesure la baisse du coût du travail peut-elle faire baisser le chômage ?
- Comment la flexibilité du marché du travail peut-elle réduire le chômage ?
- Comment lutter contre le chômage structurel ?
- Quels sont les effets de la flexibilité sur l'emploi ?
- Existe-t-il une flexisécurité à la française ?

Idées de sujets disciplinaires pour le Grand oral

- La flexicurité danoise
- Quelle réalité pour la trappe à inactivité ?
- Penser la qualité de l'emploi
- Peut-on former les chômeurs âgés ?
- L'économie sociale et solidaire et l'embauche des chômeurs
- Faut-il développer l'apprentissage ?

Idées de sujets interdisciplinaires pour le Grand oral

Avec les arts

- Peut-on toujours associer travail et passion ?
- La place du chômage dans le cinéma depuis les années 1970
- Ken Loach : le cinéma militant

Avec l'HGGSP

- Les progrès de la connaissance pèsent-ils sur le chômage ?
- L'évolution de la place des femmes dans le système éducatif et sur le marché du travail.

Avec humanités, littérature et philosophie

- La place du travail dans la construction de l'identité individuelle
- La place de l'homme face au développement de l'intelligence artificielle

Avec les langues, littératures et cultures étrangères

- L'expérience du chômage dans les pays anglo-saxons
- Le rôle de la maîtrise des langues étrangères sur l'insertion sur le marché du travail

Avec les mathématiques

- La modélisation de la probabilité d'être au chômage
- Peut-on expérimenter les politiques de l'emploi ?

Avec le numérique et les sciences informatiques

- L'avenir du travail face à l'informatisation
- L'informatique peut-elle libérer du temps libre ?

Avec les SVT

- Santé et chômage

Avec la physique-chimie

- Hystérèse et chômage
- L'analyse des flux d'entrée et de sortie du marché du travail

Pour en savoir plus

À lire

- Jérôme Gautié, *Le chômage*, La Découverte, 2015
- Patrick Cotelette, *Économie du travail et des politiques de l'emploi*, Ellipses 2018
- Christine Erhel, *Les politiques de l'emploi*, PUF, Que sais-je ?, 2014

À consulter

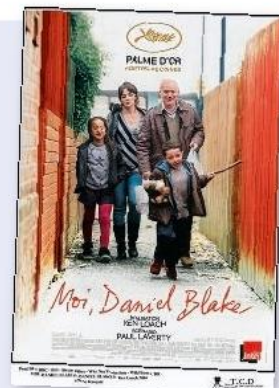
- Site de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques)
- Insee, *Emploi, chômage, revenus du travail*. Données annuelles sur les chiffres du chômage et la situation du marché du travail en France.

SITE
INTERNET

VIDÉOS

À voir

- *Comment lutter contre le chômage ?*, Dessine-moi l'éco
- *D'où vient le chômage, a-t-il un remède ?*, Dessine-moi l'éco
- *Moi, Daniel Blake*, Ken Loach, 2016



Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Comment l'insuffisance de la demande anticipée peut-elle expliquer le chômage ?

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

1. Présentez les données caractérisant la situation des sans diplômés trois ans après leur sortie du système éducatif.
2. Montrez que le niveau de diplôme et ses caractéristiques influencent l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Situation des jeunes de la génération 2013 dans l'emploi

Plus haut diplôme obtenu par les jeunes sortis de formation initiale	Effectifs (%)	Situation des jeunes trois ans après la sortie du système éducatif			
		Taux d'emploi (%)	Taux de chômage (%)	Part de jeunes en EDI* (%)	Salaire mensuel net médian** (en euros constants)
Aucun diplôme	14	40	49	34	1200
Diplômes du secondaire	43	67	22	51	1300
CAP, BEP, mention complémentaire	13	65	28	49	1300
Bac professionnel	17	72	20	57	1330
Bac technologique	5	67	17	44	1280
Bac général	7	58	19	44	1280
Diplômes du supérieur court	25	81	11	70	1560
BTS-DUT, autres bac +2	11	80	12	68	1450
Bac +2/3 santé social	4	93	3	81	1700
Licence professionnelle	4	87	9	73	1620
Autres bac +3/4	5	70	16	63	1520
Diplômes du supérieur long	18	86	10	79	2100
Ensemble	100	70	20	61	1460

* En emploi à durée indéterminée (EDI), parmi les jeunes en emploi.

** Salaire mensuel net médian (primes incluses, tous temps de travail confondus, en euros constants de juillet 2016), parmi les jeunes salariés.

Henrard Valentine, Ilardi Valérie, *Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2013*, Céreq Enquêtes, n° 1, 2017.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que différentes politiques pour l'emploi peuvent se compléter pour lutter contre le chômage.

Doc 1

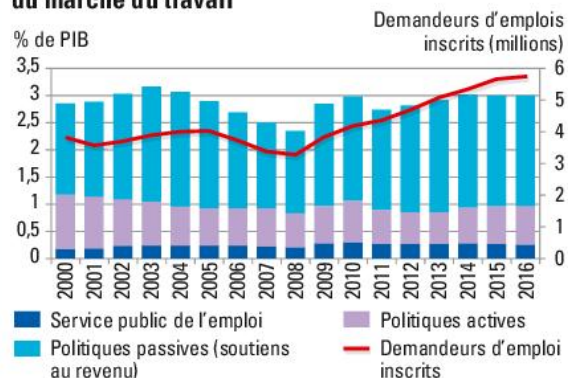
Évolution du PIB, de l'emploi et du taux de chômage entre le premier trimestre 2008 et le second trimestre 2009 (en %)

	France	Allemagne	Espagne	R.-U.	États-Unis
Taux de variation du PIB	-3,2	-6,4	-4,2	-5,6	3,5
Taux de variation de l'emploi total	-1,2	0,2	-7,6	-2,0	-3,8
Taux de chômage au premier trimestre 2008	7,1	7,6	9,2	5,2	4,9
Taux de chômage au second trimestre 2009	9,1	7,6	17,9	7,8	9,2

Marion Cochard (et alii), « Chômage à durée indéterminée », *Revue de l'OFCE*, n° 111, octobre 2009.

Doc 2

Dépenses ciblées pour les politiques du marché du travail



Champ : France entière

Dares, 2018.

Entraînement pour la partie 2

Dégager des informations d'un tableau

Fiche méthode

Étape 1 Comprendre le sujet ou la question

- ▶ Lire les consignes de la question afin de ne pas faire d'omissions dans l'organisation de votre réponse.
- ▶ Repérer les mots clés de la question ou du sujet afin de bien lire ensuite le tableau au regard de ce qui est demandé.
- ▶ Définissez les concepts importants

Étape 2 Repérer et définir

- ▶ Il faut d'abord repérer certaines informations qui entourent le **tableau** : la **source** (qui a produit ce document ?) ; le **titre** ; la **date** et le **lieu** ; les **grandeurs abordées** et leurs unités (milliers, %...) et le cas échéant, les **notes** (compléments d'information ou de définitions) ; le **champ** (population étudiée).
- ▶ Il faut définir le vocabulaire du tableau à l'aide de vos connaissances.

Étape 3 Comprendre le tableau et analyser

- ▶ Il faut **donner sens à la colonne et à la ligne « total »** (ou « ensemble ») si elles figurent dans le tableau. Il faut aussi **relier les lignes et les colonnes** entre elles.
- ▶ Il importe enfin de **lire un ou plusieurs chiffres** pour donner du sens aux données.
- ▶ Il faut enfin **dégager la ou les information(s) principale(s)** du tableau.
- ▶ Pour cela, il convient de **mettre en évidence les chiffres extrêmes ou les évolutions** qui paraissent contradictoires ou au contraire comparables.
- ▶ Il peut être nécessaire de **dégager des périodes** le cas échéant, de **procéder à des regroupements** (de pays par exemple)...
- ▶ Vous pouvez **procéder à des calculs** (proportion, taux de variation...) qui peuvent rendre compte des évolutions ou tendances.

Étape 4 Rédiger

- ▶ Proposer un plan de réponse à chacune des questions et passer à la rédaction de la réponse.
- ▶ Relisez-vous afin de traquer les maladresses et les fautes.

Application au sujet

Distinguez les deux consignes données.

- Repérez la ligne qui va vous permettre de répondre à la question 1.
- Dans la question 2, la consigne vous limite-t-elle dans l'exploitation des données ?

Conseil : Ne vous limitez pas à l'analyse du niveau de diplôme. La question vous invite à analyser aussi le type de diplôme (plus ou moins professionnalisant ou plus recherchés par exemple).

- Qui sont les actifs étudiés ? Par quelle institution ?
- Distinguez taux d'emploi et taux de chômage.
- Définissez EDI et salaire médian.

Conseil : Toujours bien lire les notes de bas de tableau.

- À quoi sert la ligne ensemble ?
- Présentez les données relatives au salaire médian pour les non diplômés du supérieur long en utilisant la donnée de la ligne ensemble.
- Comparez à l'aide d'un calcul simple le taux de chômage des non diplômés et des diplômés du supérieur long.

Conseil : Procédez à de simples calculs de coefficients multiplicateurs.

- À l'aide de chiffres extrêmes, montrez que le diplôme permet une meilleure stabilité de l'emploi, un meilleur salaire et réduit le risque de chômage.
- Montrez qu'il peut-y avoir des écarts de rentabilité du diplôme au sein de chaque niveau de diplôme.

Conseil : Analysez par exemple la différence entre un bac professionnel et technologique.

- Rédigez une réponse à la question 1 et à la question 2.

Conseil : le travail au brouillon pour organiser la réponse apparaît indispensable en particulier pour la question 2.

Entraînez-vous avec le tableau de la partie 3.

Dissertation

Sujet : Les politiques d'allègement du coût du travail sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ?

Doc 1

Taux de chômage et coûts horaires de la main-d'œuvre en 2019

	Taux de chômage en %	Coûts horaires de la main-d'œuvre ¹ (en euros)
Danemark	5,2	43,5
Allemagne	3,1	34,6
Grèce	16,8	16,1
France	8,4	35,8
Pologne	3,2	10,1
Union européenne à 28	6,3	27,4

1. Coûts horaires de la main-d'œuvre en équivalent temps plein (EQTP) des entreprises de plus de 10 salariés, hors agriculture et administration publique.

D'après Eurostat, 2020.

Doc 2

Part des entreprises de l'industrie, des services et du bâtiment déclarant rencontrer des barrières à l'embauche¹ (en %)

	Industrie	Bâtiment	Services
Incertitude sur la situation économique	25	27	22
Main-d'œuvre compétente indisponible	36	55	29
Coûts liés à l'emploi	15	32	15
Réglementation	11	19	8
Autres	4	2	3

1. À l'embauche de davantage de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) de longue durée

Note : Une même entreprise peut signaler plusieurs types de barrières à l'embauche.

Coûts liés à l'emploi : coûts de recrutement, cotisations sociales trop élevées, salaires trop élevés

Réglementation : coûts du licenciement, risques juridiques associés au licenciement, pérennité de la législation du travail.

Insee, *Enquête de conjoncture*, juin 2019.

Doc 3

La France fait face à un double problème : celui d'un chômage élevé et concentré sur les personnes les moins qualifiées et celui d'une dégradation des parts de marchés, plus rapide que dans les autres pays européens. [...] Les allègements récents de prélèvements obligatoires, à l'instar du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et du Pacte de responsabilité, ont poursuivi un double objectif de réduction du chômage et d'amélioration de la compétitivité-prix. [...] Les mesures d'allègement de cotisations employeurs sur les bas salaires n'ont cessé de prendre de l'ampleur en France sur les vingt dernières années avec pour premier objectif le soutien à la création d'emplois peu qualifiés par les entreprises [...] L'ampleur des effets sur l'emploi dépend de la capacité des allègements de prélèvements obligatoires à se transformer en baisse effective du coût du travail. Plus elles affectent des niveaux de salaires élevés, plus les baisses de prélèvement ont potentiellement un effet inflationniste sur les salaires. Les travaux d'évaluation sur micro-données d'entreprises trouvent encore des effets positifs pour les mesures d'exonération ciblées jusqu'à 1,6 SMIC, mais les

effets deviennent très faibles et peu significatifs au seuil de 2,5 SMIC (...) Certes, au fur et à mesure de l'approfondissement des mesures d'exonérations au niveau du salaire minimum, il est apparu nécessaire d'élargir la fenêtre d'exonération à des niveaux de rémunérations toujours plus éloignés du salaire minimum. Mais cette évolution s'explique par la volonté d'éviter de constituer des trappes à bas salaires et de faire obstacle aux carrières salariales. (...) L'instabilité des dispositifs ne contribue pas à leur lisibilité par les employeurs (...) La politique de réduction du coût du travail de 2012 à 2018 a été caractérisée par l'empilement des dispositifs et la modification permanente des barèmes » ce qui n'est pas un gage d'efficacité. La bascule du CICE en baisse de charges en 2019 va contribuer à simplifier les instruments et à stabiliser dans l'avenir les mesures et leurs barèmes, en particulier celles ciblées sur les salaires inférieurs à 1,6 SMIC dont l'efficacité a pu être démontrée.

Yannick L'Horty, Philippe Martin et Thierry Mayer, « Baisses de charges : stop ou encore ? », *Les notes du Conseil d'analyse économique*, n°49, janvier 2019.

Élaborer un plan

Fiche méthode

Étape 1 Définir les mots-clés et délimiter le cadre spatio-temporel

► voir méthode du chapitre 1, p 50

Étape 2 Comprendre la nature du travail attendue et déterminer le type de plan adapté

► voir méthode du chapitre 1, p 50

Étape 3 Lire les documents, mobiliser ses connaissances et formuler une problématique

► voir méthodes des chapitres 1 et 2, p 50 et 88

Étape 4 Trouver la structure interne des parties

► Le plan doit être progressif et dynamique (il faut suivre une logique énoncée par la problématique et dérouler le raisonnement), non redondant, exhaustif, cohérent.

► Il faut identifier pour chaque document :

- Les idées principales et les idées secondaires ;
- Les arguments qui vont dans le sens de votre I ;
- Les arguments qui vont dans le sens du II ;
- Les exemples extraits du texte (chiffres, illustrations...) à relier au I ou II.

► Procédez ensuite à des regroupements d'idées qui reviennent dans plusieurs documents pour dégager les arguments qui pourront servir à construire les sous-parties de vos I, II voire III. Le plan doit être décomposé en deux ou trois parties elles-mêmes structurées en deux ou trois sous-parties. Un plan cohérent présente des idées distinctes dans chaque sous-partie.

► Reliez les idées des documents à vos connaissances de cours ou personnelles (théories, exemples...). Elles peuvent vous permettre d'enrichir ou de rajouter une sous-partie.

Application au sujet

- Donnez une première définition des termes importants du sujet.
- Quel est le cadre spatio-temporel qui semble pertinent sur ce sujet ?

- À quel type de plan semble correspondre ce sujet : « Les politiques d'allègement du coût du travail sont-elles suffisantes pour lutter contre le chômage ? »

Conseil : chaque mot du sujet est primordial. Ainsi vous devez bien analyser le sens du mot « suffisantes » pour déterminer ce que cela implique en termes de réponse au sujet.

- Dégager l'idée clef de chaque document.
- Mobilisez vos connaissances sur le sujet.
- À partir du dossier documentaire et de votre réflexion sur le sujet, formulez une problématique.

Conseil : Vous pouvez chercher une formulation en deux questions afin d'aborder à la fois l'intérêt et les limites des politiques d'exonération de charges sociales, mais aussi les autres politiques permettant de traiter le chômage.

- Élaborez un tableau de deux colonnes pour extraire les arguments qui vont dans le sens de votre partie I et ceux qui vont dans le sens de votre partie II.

Conseil : certains documents présentent plusieurs idées qui peuvent aller dans des parties différentes. Ainsi le document 2 montre que d'autres facteurs que le coût du travail freinent l'embauche.

- À partir de votre analyse des documents, observez s'il se dégage des thèmes qui pourront servir à structurer des sous-parties.
- Pour chaque argument essayez de donner une illustration trouvée dans le document ou relevant de vos connaissances.

Conseil : Il faut veiller ici à bien présenter en I tous les arguments qui justifient les politiques d'allègement du coût du travail. Le document 3 donne par exemple deux axes structurants que vous pourrez compléter par l'analyse classique.

- À partir des documents de votre dossier et en suivant les étapes ci-dessus, proposez un plan détaillé pour ce sujet.

Conseil : Soignez la formulation des titres en faisant des phrases qui répondent à la problématique. Vos titres permettent de dégager le fil conducteur.

Épreuve composée

Partie 1 Mobilisation des connaissances (4 points)

Comment peut-on expliquer l'existence d'un salaire d'efficiency ?

Partie 2 Étude d'un document (6 points)

1. Vous présenterez le document et distinguerez le taux de chômage et de sous-emploi.
2. Présentez les évolutions du chômage et du sous-emploi en fonction de la catégorie socioprofessionnelle.

	1982	1990	2000	2008	2015	2018
Taux de chômage	6,8	7,9	8,6	7,4	10,4	9,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3	3,2	3,9	2,9	4	3,4
Professions intermédiaires	3,7	3,7	4,9	3,9	5,9	5,1
Employés	6,4	8,9	9,3	7,2	10,5	9,9
Ouvriers qualifiés	6,3	6,9	7,2	7,4	11,8	9,6
Ouvriers non qualifiés	9,6	13,8	14,1	15	20,6	17,8
Taux de sous-emploi	n. d.	4	6	4,8	6,6	6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	n. d.	n. d.	n. d.	1,7	2,6	2,1
Professions intermédiaires	n. d.	n. d.	n. d.	2,9	4,8	4
Employés	n. d.	n. d.	n. d.	9,5	11,9	10,8
Ouvriers	n. d.	n. d.	n. d.	3,8	5,8	5,4

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Insee, Enquête Emploi.

Partie 3 Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

À l'aide de vos connaissances et des documents ci-dessous, vous montrerez comment les politiques visant à renforcer la flexibilité affectent le fonctionnement du marché du travail.

Doc 1

Type de contrat de travail selon les caractéristiques des salariés en 2018 (en %)

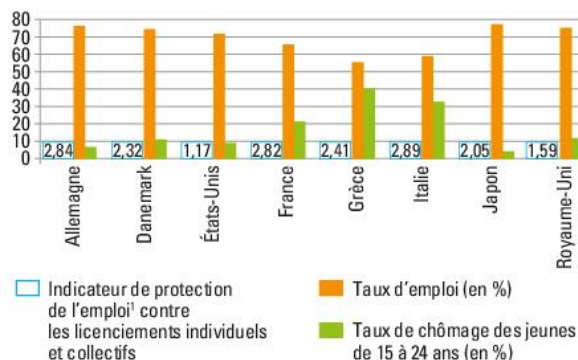
	CDI ¹	Intérim	CDD ² y compris apprentis
Ensemble	84,7	2,9	12,4
Sexe			
Homme	85,2	4,1	10,7
Femme	84,3	1,7	14
Âge			
De 15 à 24 ans	45	8,2	46,8
De 25 à 49 ans	87,1	2,8	10,1
50 ans ou plus	92,5	1,6	5,9
Catégorie socioprofessionnelle			
Cadres et professions intellectuelles supérieures	96,2	1,1	2,7
Professions intermédiaires	92,7	1,5	5,8
Employés	85,7	1,9	12,4
Ouvriers	88,7	3,4	7,9

Champ : salariés hors fonction publique ; France métropolitaine.

Insee, 2019.

Doc 2

Indicateur de protection de l'emploi¹ en 2013 et taux d'emploi et de chômage en 2018 dans différents pays de l'OCDE



OCDE, 2019.

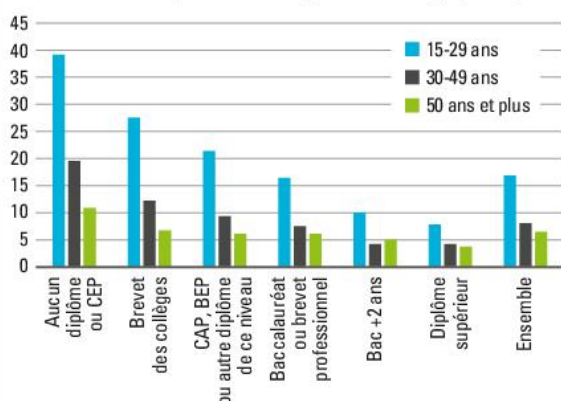
1. Il s'agit d'un indicateur créé par l'OCDE portant sur la réglementation des licenciements des salariés en emploi à durée indéterminée. Sa valeur est comprise entre 0 et 6 : plus l'indice est élevé, plus la protection de l'emploi est dite forte.

Dissertation

Sujet : Comment expliquer la diversité des politiques de l'emploi ?

Doc 1

Taux de chômage selon le diplôme et l'âge (en %)



INSEE Références, Formation et emploi, Edition 2018.

Doc 2

Coût horaire de la main d'œuvre en Europe en 2018

	Coût horaire de la main d'œuvre (en €)	Part des cotisations sociales à la charge des employeurs (en %)
Allemagne	35	21,4
Danemark	44,7	13,2
France	36,5	31,2
Italie	27,2	28,7
Pologne	9,9	18,2
Royaume-Uni	26,3	16,7
UE 28	27	23,3

Champ : Ensemble des secteurs marchands, entreprises de 10 salariés ou plus.

Source : Eurostat.

Doc 3

Mesures pour aider chacun à retrouver un emploi durable et choisi

1. Tous les demandeurs d'emploi ayant reçu une proposition d'emploi stable mais qui doivent préalablement mettre à niveau leurs compétences pourront bénéficier d'une formation sur-mesure correspondant à la proposition. En application à partir du 1^{er} janvier 2020

2. Tous les demandeurs d'emploi qui le souhaitent auront droit, dans les 4 premières semaines qui suivent leur inscription à Pôle emploi, à deux demi-journées d'accompagnement intensif avec Pôle emploi. En application à partir du 1^{er} janvier 2020

3. Pour lutter contre la précarité et l'enchaînement des CDD ou des missions d'intérim, un système de bonus-malus pour les entreprises de plus de 11 salariés sera mis en place. En application au 1^{er} janvier 2020

4. Les entreprises bénéficieront d'une nouvelle offre de services de Pôle emploi, leur permettant de répondre plus rapidement et plus efficacement à leurs difficultés de recrutement. En application à partir du 1^{er} janvier 2020

5. Il ne sera plus possible de gagner davantage au chômage qu'en travaillant. En application au 1^{er} avril 2020

6. Il faudra davantage travailler pour ouvrir des droits à l'assurance chômage. En application au 1^{er} novembre 2019

7. Les modalités d'indemnisation du chômage tiendront désormais compte du niveau de revenu des salariés. En application au 1^{er} novembre 2019

Transformation de l'assurance chômage et de l'accompagnement des chômeurs, Ministère du travail

Doc 4

Bénéficiaires en fin d'année des principaux dispositifs ciblés de la politique de l'emploi en France

	Nombre de bénéficiaires en 2017 (en milliers)	Évolution entre 2016 et 2017 (en %)
Emploi aidé ¹	1 314	- 13,2
Contrat aidé	362	- 25,5
Contrat en alternance	613	3,2
Formation des personnes en recherche d'emploi	263	- 22,6
Retraits d'activité ²	351	4,8
Total	1 928	- 11,9

Champ : France métropolitaine.

1. Les emplois aidés sont des emplois financés en partie par les pouvoirs publics et destinés aux personnes connaissant des difficultés d'insertion professionnelle particulières : les jeunes, les chômeurs de longue durée, etc.

2. Dispositifs publics finançant la dispense de recherche d'emploi.

Insee, 2019.